ISSN 0024-7650

CONTRE LA FLEXIBILITÉ LES TRAVAILLEURS PEUVENT MONTRER LEUR FORCE

P. 10

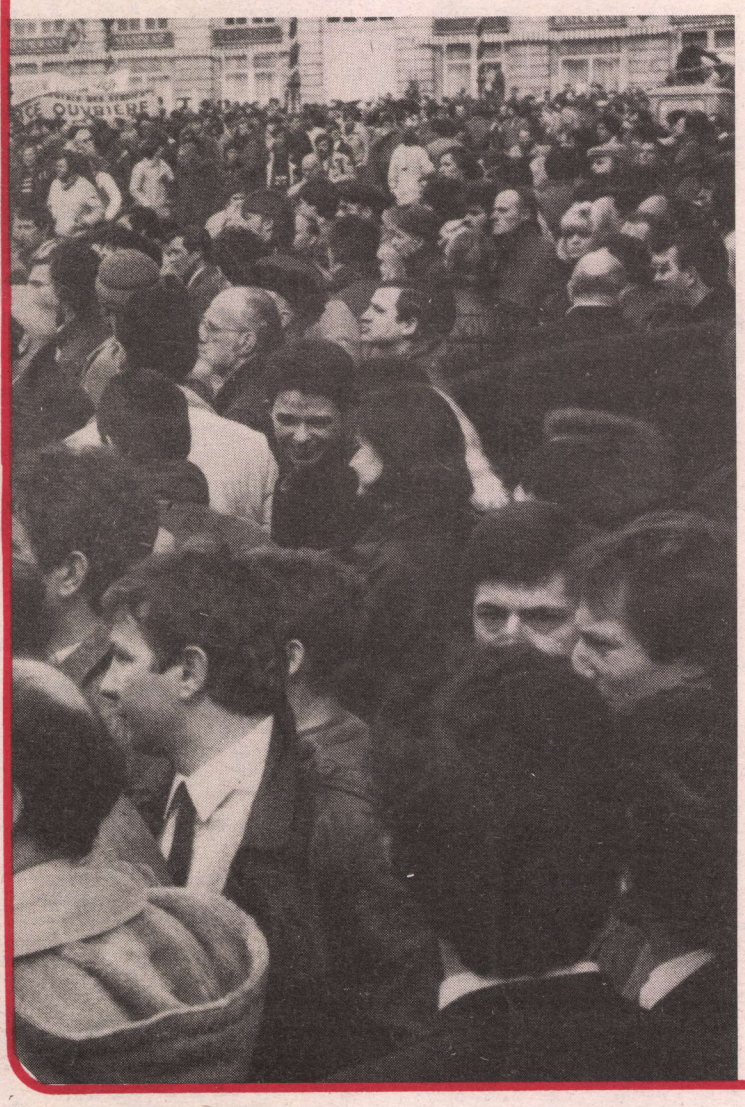
lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 921 - 25 janvier 1986 - prix : 6 F

Les faux acquis de la fausse gauche

P. 6

Le seul vote utile, c'est dire aux politiciens de droite ou de gauche ce qu'on pense d'eux



NATIONALISATIONS - DENATIONALISATIONS

A tous les coups, les bourgeois y gagnent !

P. 8 - 9

M 6189 - 921 - 6 F

SOMMAIRE

International

Page 16 :
— Haïti : le vent de la colère se lève contre la dictature.
— Brésil : une inflation très chère pour la classe ouvrière.

Politique

Page 4 :
— Le procès du "train d'enfer" : ils ne sont pas tous dans le box.
— Tunnel sous la Manche : encore une fois pour la galerie.
Page 6 :
— SMIC, 39 heures, retraite : les faux acquis de la fausse gauche.
Page 7 :
— Elections : les urnes tordues de la proportionnelle.
— La souscription pour les candidatures de LO.
Pages 8 et 9 :
— Nationalisation des pertes, dénationalisation des profits : toujours la bourgeoisie qui est servie.
— Les boursiers ont la cote auprès du gouvernement.
— Dénationalisations : la gauche a préparé le terrain.

Social

Page 10 :
— Crédit Lyonnais Levallois ; Chausson Gennevilliers ; AFPA.
Page 11 :
— Fonctionnaires : pour les salaires, avant ou après le 16 mars, vous repasserez.
— 13 militants CGT condamnés à verser un million à Citroën.
— Alsthom Belfort ; Renault Cléon.

Page 12 :
— Contre la flexibilité, les travailleurs peuvent montrer leur force.
— Les "inflexibles" de la dernière heure.
— SEV ; Norton La Courneuve ; RNUR Billancourt.
Page 13 :
— Rénovation-expulsion : l'îlot Chalon (Paris), île au trésor pour les promoteurs.

Loisirs et culture

Pages 14 et 15 :
— Livres : deux romans à propos de la Chine, *L'épreuve* de Mao Dun et *Les Enfants de Yenan* de Shen Dali et Suzanne Bernard ; *Magellan* de Stefan Zweig.
— Films : *Haut les flingues ; Le médecin de Gafire.*

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris. (1) 48.74.29.74.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 685110 R.

dans notre courrier

Au Nouveau-Villaine (Massy), le ton monte

"La Société Centrale Immobilière de la Caisse des Dépôts (SCIC), qui gère près de 500 appartements type HLM au Nouveau-Villaine à Massy, prend sans doute les travailleurs pour des Rothschild.

Le 22 décembre en effet, les familles trouvaient en guise de cadeau et de bons vœux une régularisation des dépenses d'eau chaude et de chauffage, pour la période couvrant l'année 1983 et six mois de 1984, atteignant des sommes fantastiques, de 5 000, 6 000 voire 8 000 F, pour un appartement. Et à payer en janvier !

Quand on sait que la quittance de janvier est exigée pour obtenir l'allocation logement, on comprend la manœuvre de la SCIC, qui espérait comme cela faire pression sur les locataires et les contraindre à céder.

*Mais le coup était un peu gros. Et de nombreux locataires ont refusé de payer et se sont organisés dans l'Amicale d'Emile-Zola. Ils ont demandé à la SCIC des explications et les moyens de vérifier les comptes. Plusieurs dizaines d'entre eux sont allés occuper les locaux de la société, qui a prétendu ne pas avoir les justificatifs. Quelques jours plus tard, la direction de la société a averti par lettre tous les locataires qu'ils allaient devoir régler de nouvelles notes bien salées, pour régulariser les charges de l'année 1984 et 1985 dans les trois ans à venir. Et pour comble de culot, ladite société annonçait le 8 janvier que, "**en raison des délais impartis nous n'aurons sans doute pas la possibilité de vous présenter les comptes avant que les régularisations soient effectuées**". C'était dire : "Payez d'abord, vous saurez pourquoi ensuite"...*

Cela a plutôt mis le feu aux poudres. Et depuis quelques semaines le comité de locataires grossit. Il a décidé de faire appel à des services juridiques compétents. Mais surtout beaucoup sont persuadés que, si tous les locataires s'y mettent, se serrent les coudes, refusent de se plier aux exigences abusives de la SCIC, c'est celle-ci qui devra finir par reculer.

Il y a déjà eu des exemples où des locataires en colère ont obtenu satisfaction grâce à leur ténacité et à leur solidarité. Les locataires du Nouveau-Villaine sont bien décidés à aller jusqu'au bout".

Une locataire A.C. (Massy)

Un monde bien malade

Une infirmière de l'hôpital Beaujon, à Clichy, nous adresse la lettre suivante :

"Il y a dix ans, mon père me disait : "Fais infirmière, c'est bien, tu ne seras jamais au chômage et tu ne pourras pas être remplacée par un robot."

Cela n'est vraiment plus d'actualité. Aujourd'hui la profession d'infirmière est touchée sérieusement par le chômage. Pas parce qu'il n'y a plus de travail, mais parce qu'il n'y a plus d'embauche. Si les congés maladie et les congés annuels ont toujours été rarement remplacés, maintenant ce sont les postes dégagés par les départs à la retraite qui ne sont plus pourvus.

Il y a quelques années, l'administration avait une grosse publicité pour la disponibilité. C'est un congé sans solde d'un ou deux ans au retour duquel l'agent doit être repris dans ses fonctions. L'administration s'est servie des disponibilités dans sa politique d'économies. La direction des hôpitaux laissait partir par exemple dix infirmières en disponibilité et embauchait six nouvelles diplômées. Cela faisait six nouvelles infirmières de casées (puisque paraît-il il y a pléthore d'infirmières) et les quatre autres postes arrivaient à disparaître.

*Si vous faites le compte, le si beau terme "**humanisation des hôpitaux**" devient une langue étrangère. Le plus beau de l'histoire, c'est qu'au retour de disponibilité les infirmières ne retrouvent plus de poste nulle part pendant des mois et des mois. Et là où le bât blesse, c'est qu'aucune indemnité chômage n'est prévue. L'infirmière devient chômeuse sans ressources, alors qu'elle cotisait au chômage pendant son activité.*

Alors, papa, l'AP te fait mentir : infirmière maintenant, c'est le chômage pour certaines, pendant que d'autres ne savent plus où donner de la tête dans leur service."

Une infirmière de Beaujon

Allocations familiales : un exemple de suppression

"Je viens d'adresser une lettre à Mme Georgina Dufoix et en même temps à M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Commerce et du Tourisme, pour les raisons suivantes. La Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin ne s'en fait plus. Pour certaines personnes, elle bloque carrément les allocations, les supprime purement et simplement sans vous prévenir avant. Je suis un ancien pupille de l'Assistance Publique. J'ai été envoyé en Algérie comme sous-officier pour défendre la patrie des riches. J'ai risqué ma peau. Aujourd'hui, 25 ans plus tard, à 46 ans, on me supprime mes allocations parce que ma femme a été trop honnête de signaler un changement de situation. Devant faire l'objet d'un licenciement, ne voulant pas être un chômeur en trop à la charge de l'Etat, je me suis débrouillé à retrouver un travail en Suisse pour trois mois. Les Allocations Familiales de Mulhouse se sont empressées de me supprimer mes allocations parce qu'elles savent que la Suisse verse aux travailleurs qui occupent un emploi chez eux une allocation de 100 francs suisses par enfant. (...)

Nous ne payons plus notre loyer ni nos charges parce que, avec toutes les factures (gaz, électricité, impôts locaux et sur le salaire), nous ne pouvons pas suivre. Voilà, avec ce coup supplémentaire, comment va-t-on s'en sortir ? (...) Dernièrement, dans les journaux, on vantait l'augmentation des prestations aux femmes ayant 3 enfants à charge. (...)

Il y a tellement d'injustice dans ce monde pourri que Larousse devrait pouvoir faire une encyclopédie... J'espère qu'un jour il y aura une nouvelle révolution des pauvres contre les riches, et que Jacquou le Croquant n'est pas mort et qu'il y aura encore des Bastilles de renversées..."

M.Y. (MULHOUSE)

Un seul commentaire : l'administration est mieux faite quand il s'agit de restreindre les faibles allocations versées aux travailleurs que quand il s'agit de contrôler les fuites de capitaux - vers la Suisse par exemple - ou de taxer les revenus des spéculateurs !

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
SAINT-NAZAIRE

Samedi 1er février

de 16 h à minuit Salle du Petit-Maroc
(Saint-Nazaire)

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

ÉDITORIAL

DES CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE POUR QUE S'EXPRIMENT LES TRAVAILLEURS CONSCIENTS

A quelques semaines des élections, Mitterrand et les socialistes se rappellent soudain que les travailleurs existent. Qu'ils existent parce qu'ils votent ! Le temps de quelques meetings électoraux, Mitterrand va se faire l'avocat des pauvres contre les riches, des travailleurs contre les profiteurs, comme il a commencé à Grand-Quevilly. Et de faire appel à nos bons sentiments ! *"Le cœur battra toujours à gauche"*, dit l'affiche du Parti Socialiste, pour tenter de faire voter pour lui les travailleurs que sa politique de droite avait dégoûtés de la politique.

Il faudrait surtout que les travailleurs l'aient grand, le cœur, qu'ils soient magnanimes, qu'ils oublient le chômage et la baisse de leur niveau de vie, qu'ils laissent encore aux socialistes le temps !

Aux bourgeois grands et petits, Mitterrand et ses ministres ne parlent évidemment pas le même langage. Tout le monde sait que ces gens-là ont un portefeuille à la place du cœur. Alors, ils leur parlent chiffres, taux de profit maintenus ou en progrès, envol des actions en Bourse. Aux bourgeois, grands et petits, les socialistes au pouvoir donnent, offrent l'argent facile, mais ne demandent rien, ne réclament rien en échange, même pas leurs votes, car ils savent qu'ils ne les auraient probablement pas. La bourgeoisie n'est même pas reconnaissante.

Mais si les travailleurs, qui ont certes un cœur, avaient une raison aussi ? S'ils montraient qu'eux aussi savent faire des comptes ? Des soustractions, au moins, puisque cinq ans de gouvernement de gauche ne les ont pas mis en situation de faire des additions ?

Les travailleurs ne se sont pas trouvés en meilleure position pour défendre leurs intérêts face au patronat, ni contre les licenciements et le chômage, ni pour la protection de leur niveau de vie.

Au contraire, le gouvernement de gauche — avec ou sans ministres communistes — a simplement servi de porte-voix au patronat, pour expliquer aux travailleurs qu'il fallait qu'ils acceptent tout cela : les licenciements comme le blocage des salaires, les horaires flexibles comme les augmentations de cadence, parce que c'était nécessaire pour que les entreprises fassent du profit.

Grâce aux sacrifices imposés aux travailleurs, les entreprises font maintenant plus de profit. Mais ces profits n'ont servi à créer aucun emploi nouveau. Les bourgeois qui empochent les profits n'ont aucune raison d'investir pour produire, puisque la spéculation, sur les monnaies hier ou à la Bourse aujourd'hui, rapporte autrement plus. Dans ce seul mois de janvier, même pas terminé, les actions à la Bourse de Paris ont augmenté de 8 % ! Quelle industrie leur rapporterait autant ?

Alors, pour que les bourgeois investissent, il faudrait les y forcer. Mais le gouvernement de gauche, pas plus que celui de droite, n'est là pour servir l'intérêt public, l'intérêt des travailleurs. Ils sont là pour servir les patrons. Et pendant que Mitterrand se fait l'avocat des pauvres dans les meetings électoraux, ses ministres se réjouissent de ce que la Bourse n'ait jamais autant flambé. Mais ce sont les sacrifices des travailleurs, les profits faits sur leur dos, qui rapportent tant aux parasites de la Bourse !

Les travailleurs n'ont certainement pas le cœur à voter pour la droite. Mais voter pour cette prétendue gauche-là ? Pour les socialistes qui ont rendu l'argent facile à la bourgeoisie ? Pour les communistes qui les y ont aidés, en les renforçant, en gouvernant avec, et en avouant maintenant, à l'heure de vérité un peu tardive de Marchais, qu'ils se sont trompés pendant vingt ans ?

Les travailleurs n'ont pas seulement du cœur, ils ont de la mémoire et de l'intelligence.

Les élections de 1981 n'ont rien changé pour les travailleurs. Les élections de 1986 ne changeront rien non plus, quel qu'en soit le résultat. Parce que la politique menée sera de toute façon la même, aussi antiouvrière, quels que soient les politiciens qui seront au gouvernement. Et à plus forte raison, puisqu'il est à peu près certain que c'est la droite qui gouvernera, qu'il y ait un peu plus ou un peu moins de députés socialistes ou communistes.

Ces élections ne peuvent servir qu'à dire quelque chose. Lutte Ouvrière se présente pour que puissent s'exprimer les travailleurs qui pensent que la bourgeoisie, avec au gouvernail une équipe qui penche à babord ou avec une équipe qui penche à tribord, impose la même galère à ceux qu'on maintient dans les soutes ou qu'on jette par-dessus bord pour que le navire ne coule pas.

Les candidats de Lutte Ouvrière se présentent à ces élections pour que s'expriment ceux qui en ont assez de ramer pour d'autres. En attendant l'heure de la mutinerie, autant se servir de cette façon-là du bulletin de vote. Ce vote ne fera pas élire des députés au Parlement. Car la loi électorale prétendument proportionnelle ne l'est pas dans la réalité et ne permet pas que les petits courants soient représentés au Parlement. Mais au moins, ceux qui voteront pour les listes Lutte Ouvrière diront qu'ils sont conscients de la duperie des élections, des mensonges des hommes politiques qui se réclament d'eux pour ensuite les opprimer. Ils diront qu'ils ne font confiance qu'à la force collective des travailleurs, qu'à leurs luttes, et pas aux promesses des politiciens. Et ils diront que, pour eux, le socialisme, le communisme, ce n'est pas servir les bourgeois au gouvernement, c'est tout autre chose !

Arlette LAGUILLER

"L'HEURE DE VÉRITÉ" DE MARCHAIS ...N'ÉTAIT PAS À LA TÉLÉVISION

A "L'heure de vérité", mercredi 25 janvier, Marchais a essayé de démontrer aux électeurs l'utilité du vote communiste, pour faire "barrage à la droite". En quoi le vote communiste sera-t-il donc un "vote utile" ? Comment le faire croire aux travailleurs après que, pendant trois ans, les ministres communistes ont partagé au gouvernement la responsabilité d'une politique antiouvrière avec le Parti Socialiste ? Eh bien, cette "heure de vérité" n'a rien apporté de bien nouveau dans l'argumentation du secrétaire du PCF. Selon lui, il faut qu'il y ait des députés communistes pour permettre au PCF d'aller au gouvernement.

Car le PCF se veut toujours un "parti de gouvernement". Et, a dit Marchais, *"nous sommes disponibles pour, avec d'autres forces politiques, contribuer à sortir la France de la crise, à avancer vers le changement de société"*.

Ce "changement" que représente l'arrivée au gouvernement du PCF avec *"d'autres forces politiques"*, on sait désormais ce que c'est. On sait que c'est la continuation de la même politique sous d'autres formules... ou les mêmes.

Alors Marchais promet : *"Attention, nous ne referons pas ce que nous avons fait en 1981"*. Il faut *"une majorité de gauche rééquilibrée, afin que le Parti Socialiste soit amené à prendre en compte les propositions du PCF"*. Mais cet air-là aussi, on l'a déjà entendu, avant 1981. Il fallait aussi, à l'époque, *"un Parti Communiste fort"* pour le "changement", et le PCF se prétendait le défenseur intransigeant des intérêts des travailleurs. Cela ne l'a pas empêché d'aller au gouvernement, en état de faiblesse, et d'y endosser la responsabilité des attaques faites contre les travailleurs par les gouvernements Mitterrand-Mauroy.

Le discours de Marchais aujourd'hui, c'est le même discours qu'hier. Les dirigeants du Parti Communiste ont trompé les travailleurs pendant des années, en leur affirmant qu'il suffisait que la gauche devienne majoritaire sur le plan électoral pour que tout change. La gauche est devenue majoritaire, le PS et le PC ont été au gouvernement, et on a vu. Les dirigeants du PCF ont provoqué par cette politique l'effritement des positions de leur propre parti ; ils ont contribué à la démoralisation de la classe ouvrière et de leurs propres militants. Mais cela n'empêche pas Marchais de venir proposer, une fois de plus, de lui faire confiance pour lui permettre de reconduire la même politique !

Pas plus quand le PC avait 28 % des voix, que lorsqu'il en avait 22 % ou 20 %, il n'a été vraiment utile aux travailleurs. Il dit s'être trompé. Mais quelle garantie qu'il ne commette pas à nouveau les mêmes erreurs ?

Alors, voter pour le PC, sous prétexte de *"faire barrage à la droite"*, voire même de *"rééquilibrer la gauche"*, ce serait pour les travailleurs accepter de se laisser tromper une fois de plus. Et ce serait oublier qu'il y a eu pour le PCF une "heure de vérité" bien plus révélatrice que la prestation télévisée de Marchais : son passage au gouvernement.

Louis GUILBERT

ROCARD EN AVANT-GARDE

"Les deux principaux programmes en présence, au-delà des déclarations liminaires, ne sont plus deux systèmes économiques et sociaux s'excluant", écrit Rocard dans un article du journal *Le Monde* du 24 janvier. Et il explique que ce *"rétrécissement du fossé"* entre le programme socialiste et le programme commun de la droite est une retombée de l'alternance de 1981, les deux grandes forces politiques qui s'opposent ayant chacune leur expérience du gouvernement.

Il faut dire qu'on s'en était déjà aperçu, qu'à peine arrivés au gouvernement ils se ressemblent tous. Mais d'habitude ils le disent moins franchement, surtout en période électorale.

Les dénationalisations, tarte à la crème de la droite, Rocard n'est pas contre : *"Les frontières du secteur public ne sont pas intangibles"*, a-t-il déclaré, et *"l'appartenance d'une entreprise au secteur public peut cesser d'être justifiée"*. Et il rappelle que lui-même en 1981 trouvait *"exagérée"* la façon dont le gouvernement auquel il appartenait avait fait ces nationalisations. Mais il met en garde les futurs dénationaliseurs : car une dénationalisation, ça demande du temps, ça se prépare, si on veut que ce soit une opération réussie. Bref, votez PS, car la hâte de Chirac va tout nous gâcher, même les dénationalisations.

A l'heure où tout le monde se veut au centre, où Fabius insiste pour rappeler qu'il fait mieux que la droite le *"sale boulot"*, où la droite modère ses déclarations pour mieux préparer un passage du pouvoir en douceur, Rocard, lui, tient à se placer à l'extrême centre. Toujours extrémiste, ce Rocard !

en bref

Gouverner c'est prévoir

Lui qui grimpe aux sommets des volcans quand la terre tremble, quand la lave chauffe, le voilà qui veut redescendre des sommets de l'Etat dès que la pente est glissante.

Haroun Tazieff découvre soudain qu'il n'est finalement pas si bien que ça dans ce gouvernement. Ses collègues ministres le prennent pour un *"casse-pieds"*, sont souvent *"ironiques à son égard"*, ne le *"prennent pas toujours en considération"*... Bref, monsieur "Catastrophes naturelles" s'aperçoit qu'il *"n'a aucun pouvoir"*. Une vraie catastrophe pour lui !

Il a donc annoncé sa démission ... pour le 15 mars prochain, histoire de dire qu'il ira jusqu'au bout avec le gouvernement, mais pas plus loin.

Mais n'est-ce pas la date où tout le gouvernement démissionnera, du fait d'une "secousse" électorale prévisible ?

Au PMU une charrette de licenciements

Rien ne va plus au Tiercé. La Fédération des Courses affiche un déficit de 200 millions de francs et prévoit 400 millions de pertes pour 1986. Le PMU, qui avait longtemps caracolé en tête des pompes à fric basées sur les jeux de hasard, a été pris de vitesse par un outsider, le Loto, qui relègue le fleuron des paris hippiques au rang de tocard.

Mais il serait évidemment dommage, pour les possesseurs d'écurie qui en vivent grassement, et pour certains autres, que la noble institution périclite. L'Etat va donc renflouer le budget de la Fédération des Courses en lui abandonnant 180 millions de ses recettes de l'année. En même temps, le gouvernement impose à la fédération la suppression de 1 000 emplois (la plupart parmi le personnel du PMU) et le blocage des salaires de tous les employés.

Il ne suffit plus d'escroquer le public avec le rêve de décrocher la timbale. Il faut encore faire payer les employés pour que le PMU et l'Etat continuent comme par le passé à gagner le gros lot... à tous les coups.

Les petites frappes de Le Pen au château

L'histoire commence dans les Ardennes : une châtelaine "vieille France" de soixante-treize ans, adhérente du Front National, avait décidé d'offrir l'usage de ses château et domaine (évalués à plus de deux millions de francs) aux membres du parti de Le Pen.

Mais voilà qu'elle se fait ruser par l'ancien candidat de ce parti aux élections cantonales de la Somme, un dénommé Bernard Dumas, qui lui fait signer pour son propre compte un bail à long terme pour la somme symbolique de un franc.

Seulement, le torchon brûle vite entre les membres du Front National dès qu'une cimenterie, un poste de député ou un château sont en jeu. Une escouade d'ennemis de Dumas au sein du Front National (qui bénéficie de l'appui de Le Pen) a repris le château. Puis le locataire en titre, Dumas, est revenu, accompagné des gendarmes, se faire réintégrer dans ses pénates.

Une balle perdue dans cette guerre de clan a alors blessé une jeune enseignante qui se promenait paisiblement sur les berges de la Meuse.

Des politiciens ? Des malfrats ? Les deux ? A éviter de toute façon, en toutes circonstances.

Un "jour Martin Luther King" et le racisme le reste du temps

Le lundi 20 janvier a été férié aux Etats-Unis. Il en sera de même désormais chaque année : le troisième lundi de janvier est proclamé "jour Martin Luther King". Ce pasteur noir, leader des luttes pour les droits civiques et contre la ségrégation raciale aux USA dans les années soixante et assassiné en avril 1968 par des racistes, était surtout dans la communauté noire un apôtre de la non-violence. Et c'est cette modération qui en a fait pour l'Amérique bien-pensante, l'Amérique des privilégiés, un leader noir acceptable.

Lundi dernier donc, même Reagan y est allé de son discours en l'honneur de Martin Luther King. Il a parlé à son propos de *"la voix prophétique qui a dépassé les abîmes de l'hostilité, du préjudice et de l'ignorance"*. A propos de ces *"abîmes de l'hostilité et du préjudice"*, Reagan n'avait pas besoin de chercher bien loin pour s'en souvenir, puisqu'il était en 1964 un des opposants à la loi contre la ségrégation raciale qui fut adoptée cette année-là.

Cette journée Martin Luther King servira peut-être à donner bonne conscience à l'Amérique blanche ; elle permettra peut-être, au passage, au gouvernement américain de prendre ses distances vis-à-vis de celui de l'Afrique du Sud, tout en faisant oublier qu'il se garde bien d'employer contre le régime responsable de l'Apartheid des moyens de pression dont il dispose. Mais elle ne masquera pas non plus le fait qu'aux USA, encore aujourd'hui, les Noirs sont les plus pauvres et que, même lorsqu'ils vivent dans les mêmes villes que les Blancs, ils vivent dans deux mondes qui se côtoient mais ne se fréquentent généralement pas.

Car la différence de couleur de peau n'est perceptible que parce qu'elle recouvre une différenciation plus profonde : la différenciation sociale, la différenciation entre pauvres et riches qui fait que, lorsqu'on est noir aux Etats-Unis, on a bien plus de chances — si on peut dire — de se retrouver au bas de l'échelle sociale.

Ghislaine GAUTHIER

INTÉRIEUR

LE PROCÈS DU "TRAIN D'ENFER"

ILS NE SONT PAS TOUS DANS LE BOX

Le procès des trois candidats légionnaires qui avaient assassiné un jeune Algérien dans le train Bordeaux-Vintimille vient de s'ouvrir.

Le 14 novembre 1984, alors qu'ils rejoignaient en train leur futur régiment, accompagnés d'un quatrième candidat légionnaire et d'un caporal-chef, ils avaient frappé à coups de poing, de pied et de couteau le jeune Algérien qui était assis dans un compartiment voisin, puis l'avaient jeté sur le ballast, alors que le train roulait à 90 km à l'heure.

Ce sont trois paumés, rouleurs et bourrés de préjugés, qui se trouvent dans le box des accusés ; exactement le genre d'hommes dont l'armée française a besoin pour faire des paras. Le premier des accusés, Espagnol d'origine juive, tient à affirmer qu'il n'est pas raciste, mais c'est plus fort que lui : *"Quand je vois un Arabe, j'ai envie de cogner. D'abord parce que, pour moi, c'est un honneur d'être Arabe"*.

Engagé jeune dans les paras en Espagne, déserteur en 1975, baladé pour cela de prison en prison jusqu'en 1981, c'est lui qui a déclenché la chasse à l'homme à cause d'un "regard de défi" qu'il n'aurait pu supporter. Le grand gaillard qui lui a prêté main-forte était, lui, un amateur d'arts martiaux et s'était déjà servi il y a quelques années de cela dans les parachutistes du 8e RPIMA de Pau, où il s'était engagé à 18 ans. Pour le troisième, apprenti quincaillier, mal dans sa peau, la Légion était apparue finalement comme la dernière planche de salut.

Ces trois pauvres types passent en jugement aujourd'hui pour un crime ignoble. Le hasard aurait aussi bien pu faire que, devenus légionnaires, ils soient au contraire décorés pour des actes de sauvagerie et de sadisme du même genre mais commis en service commandé, au Tchad, au Zaïre ou ailleurs. Affaire de circonstances !

Evidemment, ils sont responsables. Et ils paieront peut-être très cher. Les mêmes qui, au gouvernement ou dans l'opposition, ont une politique clémente, encourageante vis-à-vis de la gangrène raciste, les mêmes seront probablement parmi les accusateurs les plus durs. Ceux qui tuent — les plus frustes et les plus imbéciles — ne sont jamais ceux qui, d'une façon ou d'une autre, les y encouragent... et ensuite les condamnent.

Alors, les aspirants légionnaires paieront peut-être lourd, et paieront pour la lâcheté de tous les autres. C'est la loi ! Mais ceux qui prônent la xénophobie et la haine raciale, ceux qui appellent à mettre les étrangers à la porte — ce que certains ont traduit par "portière" du train — le sont bien davantage en fait, même s'ils ne sont pas au banc des accusés. Car s'il y a des procès, il n'y a pas de justice !

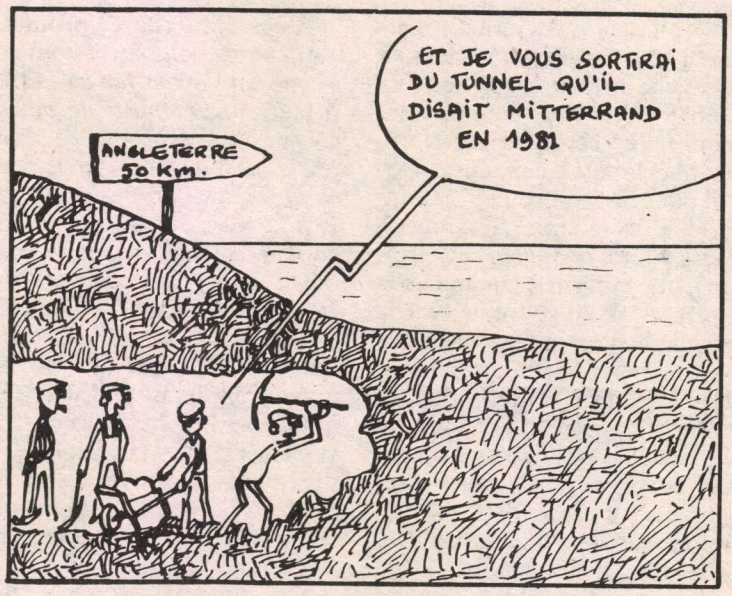
TUNNEL SOUS LA MANCHE

ENCORE UNE FOIS POUR LA GALERIE ?

Il paraît que cette fois, ça y est, ce serait dans la poche : le tunnel sous la Manche verrait enfin le bout... du tunnel. Mais, après tout, cela ne fait que deux siècles que l'on parle d'un tel projet, qui a déjà... 26 ancêtres...

Le dernier en date, c'était dans les années soixante-dix. 1975 exactement, date où, sûr de sûr, on allait construire un tunnel ferroviaire. On avait même commencé à trouer : 300 mètres de galeries à Sangatte, en France ; 400 mètres à Douvres, en Angleterre : et 600 millions de francs dans les budgets des deux pays... Trois petits trous, et puis s'en vont.

Le projet 1986 est estimé à 53 milliards de francs. Du moins pour l'instant. Parce que, au Japon, à Hokkaido, on a fait le coup du tunnel, jusqu'au bout, et c'est revenu beaucoup, mais beaucoup plus cher que prévu. Mais le Japon est un modèle, n'est-ce pas ? D'ailleurs, le consortium "France-Manche - Channel Tunnel Group", qui a emporté le morceau, est dores et déjà gagnant : en France, en tout cas, ce sont les banques, nationalisées, qui vont avancer les capitaux et, en cas de naufrage (financier) du tunnel, l'Etat est caution. Ce sont les contribuables qui paieront et, en cas de dédit, qui paieront les "indemnités" aux groupes concernés.



Dans ces groupes, il y a d'ailleurs des habitués : Bouygues, par exemple, très engagé dans le "trou" des Halles de huit milliards, de mémoire de contribuable... Bref, les gains, c'est pour les trusts ; les risques, pour les contribuables. Rien de nouveau sous le soleil, quoi.

Reste alors l'utilité de ce projet. Pour Mitterrand, il va *"rapprocher les peuples"*...

Mais il est plus facile de creuser un tunnel que de supprimer vraiment les frontières. S'il n'y avait que la Manche pour séparer la France de la Grande-Bretagne, ce ne serait pas la mer à boire. Et, quitte à creuser un trou, autant que ce soit pour y enterrer le vieux monde. Même si c'est une autre paire de Manche.

A.J.

LALONDE POUR L'ENTENTE CORDIALE

Brice Lalonde, chef de file des écologistes, proteste contre les "rumeurs" circulant sur son prétendu "barrisme". Non, ce n'est pas parce qu'il a déclaré dans une interview au quotidien **Lyon Matin** qu'il se sentait **"très proche des barristes"** et qu'il avait **"beaucoup de respect"** pour l'ancien Premier ministre, qu'il fallait en déduire qu'il était barriste.

Nous ne commettrons donc pas cet impair. D'autant que Brice Lalonde va se présenter dans le Rhône en concurrence avec la liste conduite par Barre. Car, toujours dans son démenti, le dirigeant écologiste souligne la divergence fondamentale qu'il a avec Raymond Barre : **"Nous sommes les seuls, contre tous les partis et contre Barre, à défendre le principe de l'entente entre la gauche modérée et la droite modérée".** Vous voyez bien ce n'est pas du barrisme : c'est du Mitterrand mâtiné de Chirac.

LÉOTARD VEUT POUVOIR FAIRE LE TROTTOIR DES DEUX CÔTÉS

Le secrétaire général du PR, François Léotard, est très unitaire. Non seulement il a été l'un des principaux artisans, paraît-il, du programme commun de gouvernement signé par les deux grands partis de droite, mais en plus il va ouvrir la campagne électorale par deux ou trois meetings unitaires avec Chirac, et la terminer par un autre meeting unitaire avec Barre.

A ceux qui l'accusent de vouloir trop ménager la chèvre et le chou, Léotard répond (cité par *Libération* du 23 janvier) qu'il voudrait simplement *"être le plus longtemps possible avec chaque personne de l'opposition, sans avoir à changer de trottoir"*.

C'est qu'on ne sait pas encore qui va l'emporter aux présidentielles de 1988. Et, pour avoir quelques chances de draguer alors un portefeuille de Premier ministre, il faut dès maintenant ne pas se tromper de trottoir. Le mieux est encore de faire les deux.

LA 5e CHAÎNE ET LES VA-T-EN GUERRE DE LA PUBLICITÉLÉVISION

Chirac a beau être pour la cohabitation, il ne voulait pas de la télé mitterrandiste chez lui. On a donc vu, finalement, les pandores intervenir pour que la "5" puisse enfin percher son antenne émettrice sur la Tour Eiffel.

La veille, on avait assisté à un autre épisode du feuilleton berlusconien : la présentation officielle de la "5". A la presse, il a été précisé que la future chaîne diffusera 4 h par jour à partir du 20 février, 8 h en septembre et 16 h dans un an. Aux publicitaires, on a parlé affaires et tarifs : 60 000 F pour un spot de 30 secondes diffusé quatre fois, ce serait "donné", paraît-il (sur TF1 et A2, le même spot coûte entre 80 000 et 250 000 F). Seulement, comme Berlusconi entend diffuser des spots toutes les 20 minutes, il ne sera pas à plaindre.

Mais tout cela ne serait rien, nous répète-t-on, s'il n'y avait le saucissonnage des films et feuilletons par la publicité. Certes. Mais ce n'est évidemment pas le sujet de la bataille de la Tour Eiffel !

Allons ! Pour une fois — la première — le gouvernement manifeste un peu d'énergie pour imposer quelque chose, ou plutôt quelqu'un à la droite : un de ses copains. Et si cela fait tellement enrager la droite — qui n'a sûrement pas dit son dernier mot — c'est bien moins à cause des défauts réels ou supposés de la "5" que parce qu'elle a, elle aussi, des petits copains, Bouygues ou Hersant, à caser et qui auraient bien aimé enchaîner derrière eux ces recettes publicitaires que l'ont dit limitées et que la "5" risque de leur souffler.

A.M.

ÉDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE DU 21/01/1986

LE SEUL VOTE UTILE, C'EST

DIRE AUX POLITICIENS DE DROITE ET DE GAUCHE CE QU'ON PENSE D'EUX

La direction de Peugeot-Citroën vient d'annoncer que, les 1500 départs de travailleurs étrangers ne lui suffisant pas, il faudra sans doute annoncer des licenciements. Le PDG de Renault, de son côté, sur FR3, a tenu un langage voisin. Ce ne sont que des propos vagues mais, de la part de représentants officiels du grand patronat, cela signifie une menace à peine voilée pour l'ensemble de la classe ouvrière.

La radio, la télé, les journaux, tous les gens à la solde de la bourgeoisie répètent tous les jours aux travailleurs qu'il faut être raisonnable, que les entreprises doivent retrouver la compétitivité, que les travailleurs doivent se sacrifier, être plus flexibles, doivent produire mieux ou plus... tout en acceptant les licenciements et le chômage. Mais tout cela est une vaste entreprise de duperie. Car pendant ce temps-là, le cours des actions en Bourse s'envole. Cela signifie que les entreprises font des bénéfices et rapportent... à ceux qui n'y travaillent pas. Les bénéfices augmentent et ne servent à rien, et surtout pas à créer des emplois.

Face à cela, le gouvernement socialiste essaie désespérément de plaire à la bourgeoisie et de lui permettre d'augmenter encore et toujours ses profits au détriment des travailleurs. Le gouvernement socialiste, comme l'a dit récemment Rocard, est devenu "raisonnable" : il a renoncé ouvertement à faire payer les riches.

En y renonçant, il s'est donc engagé à faire payer les travailleurs. Car il n'y a pas le choix. Il faut bien que quelqu'un paye. Ce sont pourtant les riches, les capitalistes qui sont responsables de la crise. Car l'économie, c'est eux. Si on n'arrive pas à vendre les marchandises sur le marché, c'est parce que les prix sont trop chers, d'accord. Mais les uns disent que c'est parce que les salaires sont trop élevés. Mais la réalité, c'est que ce sont les bénéfices qui sont trop élevés. Et ces bénéfices, la bourgeoisie ne les réinvestit pas dans la production ; elle les place au bout du monde si ça lui rapporte mieux. Et c'est bien à cause de tout cela que le système bourgeois mène à la crise. Les travailleurs, eux, n'ont que leurs bras et leur tête à vendre, et là où ils sont...

Dans deux mois, les socialistes vont probablement quitter le gouvernement et la droite va prendre le relais. Car, après avoir reçu tout ce qu'elle voulait de la gauche, la bourgeoisie grande et surtout petite préfère encore voter à droite. Par goût, d'abord. Et puis la surenchère pour les places de ministre vaudra à tous les possesseurs de capitaux quelques cadeaux supplémentaires. Et si les socialistes reviennent plus tard, en 1988, les bourgeois auront encore droit à un supplément. L'argent n'a pas de couleur politique, pour les bourgeois. Pour eux, vive l'alternance. Les élections leur rapportent.

Mais aux travailleurs, que rapportent-elles, à part des désillusions ? Pour les travailleurs, voter pour le Parti Socialiste, c'est approuver la politique récente, "raisonnable", du PS, qui a consisté à autoriser les licenciements, à diminuer les indemnités de chômage et à accorder aux patrons toutes les facilités qu'ils désirent.

Dans la campagne électorale qui a déjà commencé, tout le monde ment aux travailleurs. Gauche ou droite, c'est des étiquettes différentes, mais une fois au gouvernement la marchandise se ressemble.

Voter PS, c'est voter pour la bourgeoisie. Voter PC ? Pour approuver sa politique au gouvernement, de 1981 à 1984, ou pour approuver celle d'aujourd'hui ?

Les élections qui approchent ne changeront pas plus le sort des travailleurs que celles de 1981 ne l'ont changé. Les travailleurs ne peuvent rien attendre des élections. C'est tout au plus une occasion de dire ce qu'on pense.

Souvenons-nous de 1981 ! Quelle était la seule voix de gauche qui disait que Mitterrand et le PS trahiraient les travailleurs ? Ce n'était pas Marchais, c'était Arlette Laguiller. Parce que, elle, comme tous les travailleurs, n'avait rien à attendre des élections, à part saisir l'occasion de dire la vérité !

Alors en mars prochain, la seule chose utile sera de voter avec LUTTE OUVRIÈRE pour la vérité. Pas pour ceux qui nous ont menti et nous ont trahis.

Bien sûr, nous ne serons qu'une minorité à le faire. Mais cela permettra quand même de compter ceux qui ne sont pas dupes, ceux qui préparent demain les réactions de l'ensemble des travailleurs contre les exploiteurs et leurs valets politiques de droite comme de gauche.

Alors, rejoignez, soutenez LUTTE OUVRIÈRE, pour que les travailleurs, tous unis, fassent payer à la bourgeoisie sa politique de misère, de crise et de chômage.

QUE LE PÉTROLE MONTE OU BAISSE, DES FAILLITES EN PERSPECTIVE

En plein hiver, les prix du baril de pétrole sont en chute libre. En un mois, le baril est passé de 30 à 20 dollars, dont une baisse de 1,5 dollar la seule journée du lundi 20 décembre, où un vent de panique a paraît-il soufflé sur les marchés. Avec le ralentissement économique dû à la crise, auquel s'ajoutent les effets des économies d'énergie, la demande de pétrole décroît.

Devant la baisse des prix de vente, les pays producteurs qui ont des dettes à rembourser pratiquent la fuite en avant en augmentant leur production, qu'ils bradent comme ils peuvent. C'est le cas notamment du Mexique et du Nigeria, qui ne font pas partie de l'OPEP. C'est aussi ce que fait la Grande-Bretagne, qui se comporte en la matière comme n'importe quel pays sous-développé.

Alors, parce que l'économie mondiale est de plus en plus spéculative et fondée sur un endettement général, le déséquilibre risque de s'étendre de proche en proche. La baisse du prix du pétrole, c'est une chute de la monnaie britannique en perspective. C'est le risque d'une nouvelle faillite du Mexique, qui provoquerait un appel au secours des banques américaines, anglaises et françaises qui lui ont prêté.

Ce n'est pas du roman. La précédente baisse du prix du pétrole s'était traduite par une série de faillites bancaires retentissantes aux Etats-Unis.

Le super baissera peut-être (un peu) à la pompe, mais tous les spéculateurs et les banquiers qui jouent au loto avec les milliards risquent de nous faire payer une autre note !

SMIC, 39 HEURES, RETRAITE :

LES FAUX ACQUIS DE LA FAUSSE GAUCHE

Le vendredi 17 janvier, la tournée du PS démarrait au Grand-Quevilly, avec en vedette un acteur consommé, François Mitterrand, et une réplique depuis longtemps disparue du répertoire de la troupe socialo-gouvernementale : celle où le comédien devait, sans rire, s'affirmer du côté des pauvres contre les riches ; ou plutôt, ce qui n'est pas la même chose, affirmer que le programme de la droite est celui *"des forts contre les faibles, des riches contre les pauvres"*, en laissant entendre que le programme de l'actuelle majorité serait à l'exact opposé...

Et Mitterrand d'évoquer tour à tour le SMIC, en se demandant, faussement ingénu : *"Il ne fallait pas ?"*, la 5e semaine de congés, la retraite à 60 ans ou les allocations familiales... en espérant qu'agiter quelques souvenirs défraîchis et, peut-être, embellis par le temps inciterait certains électeurs de gauche à mettre une fois de plus un bulletin socialiste dans l'urne en mars prochain.

Mitterrand n'est pas le seul à se souvenir, le temps d'une élection, qu'il a une réputation de gauche à faire valoir. Le PCF aussi, dont quatre ministres et des dizaines de députés ont, pendant trois ans, joué le rôle que Mitterrand attendait d'eux : celui de parfaites potiches chargées d'embellir le décor, et surtout de ne pas broncher, quoi qu'il arrive. Eh bien, eux qui ont cautionné pendant trois ans cette politique antiouvrière de Mitterrand continuent encore à le faire d'une certaine façon, comme lorsque Fiterman déclare sur Europe 1 : *"Nous revendiquons les acquis"* des débuts du septennat.

Il y a enfin la droite qui a colorié en rouge — démagogie par rapport à l'électorat réactionnaire oblige —, au moins dans les premiers temps, la moindre mesure gouvernementale. Qui ne se souvient, par exemple, de la droite dénonçant les dangers de "soviétisation" qu'auraient recelés les lois Auroux, ces lois dont le gouvernement prétendait qu'elles apportaient des "droits nouveaux" aux travailleurs tandis que le PCF montait en épingle ces prétendus "droits nouveaux" ? Ces "droits", pourtant, n'en étaient pas, tandis que les contreparties accordées au patronat à cette occasion étaient, elles, bien réelles.

Faux amis et ennemis des travailleurs ont tout fait pour farder la réalité, pour faire croire que le Parti Socialiste était, tout de même, un peu socialiste, ou l'avait été un temps.

Et puisque tout le monde invoque peu ou prou ces "acquis sociaux", y compris la droite lorsqu'elle affirme... qu'elle n'y touchera pas, il n'est pas inutile de regarder de plus près ce qui, de la droite au PC en passant par le PS, fait une telle unanimité.

LA 5e SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS

Ceux des salariés qui n'en disposaient pas encore avant 1981 — car de nombreuses entreprises l'avaient déjà accordée — ont dû apprécier cette 5e semaine de congés payés, même si cette mesure ne coûtait pas cher au patronat (cela équivalait à une augmentation de 2 %) et ne changeait finalement rien dans les entreprises ayant l'habitude de recourir à plusieurs semaines de chômage technique par an.

LA RETRAITE A 60 ANS

Certes, pouvoir souffler à 60 ans, ce n'est pas du luxe. Mais, pas plus que pour la 5e semaine, le patronat n'a eu besoin de se faire violence pour accepter l'abaissement de l'âge de la retraite. Le gouvernement socialiste ne faisait d'ailleurs que généraliser une disposition déjà amorcée sous la droite et qui permettait de supprimer certains emplois à moindres frais, quitte à remplacer ensuite les nouveaux retraités par des jeunes moins payés ou embauchés avec un statut précaire.

Même du point de vue des retraités, cette mesure ne comporte pas que des avantages. Ainsi le calcul des pensions devenait désormais plus défavorable que dans le système "garantie de ressources" qui existait depuis 1972. Il fallait désormais avoir cotisé 37,5 ans à la Sécurité sociale (auparavant, 10 ans de cotisations suffisaient pour bénéficier de l'allocation de ressources) pour avoir une pleine retraite.

LES 39 HEURES

Là aussi, le gouvernement avait prévu de donner d'une main tout en reprenant de l'autre. Et il fallut que le mécontentement ouvrier se fasse entendre, que des grèves éclatent parfois... pour que le gouvernement se sente obligé de préciser que le passage aux 39 heures ne devait pas entraîner de diminution de salaire !

LE SMIC ET LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Le PS mais aussi le PC ne se font pas faute de mettre en avant les deux gestes gouvernementaux de 1981 qui auraient augmenté le pouvoir d'achat : la revalorisation de certaines prestations sociales et celle du SMIC.

Ainsi les allocations familiales furent augmentées de 25 % en deux fois (juillet 1981 puis février 1982).

L'augmentation du SMIC, en juin 1981, fut plus modeste : 10 %. Elle fut même très modeste, si l'on compare avec les 35 % d'augmentation du SMIC qu'avaient obtenus les grévistes en 1968 et si l'on considère que la moitié de ces 10 % était tout simplement due au rattrapage de la hausse des prix.

Les bénéficiaires de l'augmentation du SMIC représentaient, au mieux, quelque 840000 travailleurs, moins de 5 % des salariés, le gouvernement ayant expressément demandé aux patrons de ne pas répercuter l'augmentation du SMIC sur les salaires plus élevés.

De nouvelles hausses de prix, décidées par le gouvernement lui-même, ne tardèrent pas à rogner le pouvoir d'achat du SMIC et de tous les salaires. Au cours de l'été, le gouvernement décida 10 % d'augmentation des tarifs SNCF, 13 % sur les loyers, 17 centimes sur l'essence, 15 % sur l'électricité et 17 % sur le gaz, 25 % pour la vignette auto et plus de 17 % sur la redevance télé. Tout cela s'ajouta, pour les smicards comme pour l'ensemble des travailleurs, à la perte de salaire de 1 % due au rétablissement, dès novembre 1981, de la cotisation Sécurité sociale supplémentaire, que Giscard avait supprimée juste à la veille des élections.

Il n'a donc pas fallu longtemps pour effacer les effets de la revalorisation du SMIC de la poche des travailleurs concernés, beaucoup moins longtemps en tout cas que pour effacer les illusions que s'évertuaient à entretenir le PS et le PC...

Le bilan de l'année 1981 en ce qui concerne le pouvoir d'achat de l'ensemble de la classe ouvrière fut négatif : en effet, si le taux de salaire horaire s'était maintenu tout juste au-dessus de la hausse des prix, la masse totale des salaires distribués à la classe ouvrière a chuté de 13,5 %, sous l'effet conjugué de l'aggravation du chômage et du remplacement de travailleurs partis en retraite ou pré-retraite par des jeunes parfois deux fois moins payés.

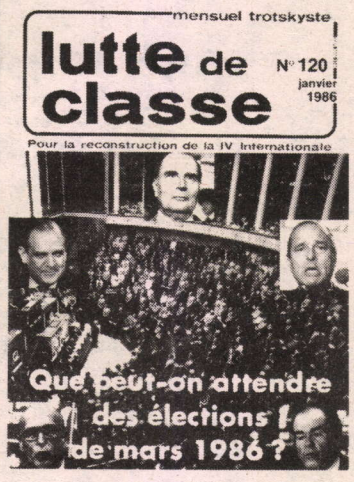
C'est qu'à aucun moment le gouvernement n'a envisagé de faire payer les capitalistes. La façon dont fut financée la hausse du SMIC de juin 1981 est tout un symbole : les patrons n'eurent à payer que les 5 % prévus au titre de la hausse des prix. Les 5 % supplémentaires résultant de la décision du gouvernement étaient compensés par un allègement des charges sociales des patrons. Selon un rapport CNPF-administration sur les charges des entreprises, le coût pour les entreprises des hausses du SMIC en 1981 et 1982 était de 3,45 milliards de francs, alors que les exonérations de charges sociales pour la même période s'élevaient à 3,6 milliards de francs. Autrement dit, les augmentations du SMIC au cours des années 1981-1982 n'ont, globalement, rien coûté aux patrons. Elles leur ont même plutôt profité !

LES CADEAUX DU PATRONAT

Dès juin 1981, les subventions aux entreprises, exonérations de charges, prêts à intérêt réduit et autres cadeaux au patronat étaient la spécialité du gouvernement de gauche. Il s'était fait fort de battre la droite sur ce terrain, accordant de la rallonge... aux prêts déjà accordés par Barre pour 1981. Et le gouvernement de gauche est resté fidèle à lui-même dans ce domaine.

Depuis lors, il a eu simplement le temps d'afficher ouvertement sa politique antiouvrière. La loi des trente-neuf heures est devenue caduque avec la flexibilité, sinon votée, du moins déjà appliquée dans les faits avec l'accord tacite des autorités. Le SMIC est bafoué par le gouvernement lui-même, qui considère comme normal que les jeunes des TUC gagnent moins que le tiers du SMIC. Entre les TUC, le chômage partiel, les différentes sortes de stages, les travailleurs payés en dessous du SMIC sont de plus en plus nombreux. L'augmentation des prestations sociales en 1981 n'était qu'un geste ; par la suite, la politique du gouvernement a consisté à réduire les prestations (remboursement des médicaments, forfait hospitalier, allocations chômage, etc.), à augmenter les cotisations, à les faire supporter aux retraités. Les mesures prises au début du septennat étaient en trompe-l'œil. Elles n'avaient qu'un but : donner le change à très bon compte, endormir la vigilance des travailleurs alors que se mettait en place une politique menée dans l'intérêt exclusif du patronat et des possédants.

Jean SANDAY



AU SOMMAIRE :

- **Gauche ou droite ? De l'affrontement électoral à la cohabitation gouvernementale.**
- **Lutte Ouvrière dans la campagne électorale.**
- **Le MPPT : un nouveau-né sénile.**
- **Kowalewski : *"rendez-nous nos usines"*. A propos des analyses d'un ancien responsable de Solidarnosc.**

LES URNES TORDUES DE LA PROPORTIONNELLE

Les élections sont chose fort importante pour ceux qui veulent gagner ou garder des places. Pour la grande masse des gens, qui ont d'autres soucis, leur intérêt est moins évident. C'est au point que, selon certains sondages, près de 20 % des électeurs s'apprêteraient à deux tours d'élection, que d'autres s'attendraient à des présidentielles, tandis que les autres ne savent pas trop.

Pourtant, les prochaines élections législatives (il y aura aussi les régionales) auront lieu à la proportionnelle. A cette proportionnelle tant vantée et promise par la gauche — par le PC comme par le candidat Mitterrand avant les élections présidentielles de 1981. Parce que cette "proportionnelle" serait tellement démocratique !

Mais il y a toujours une manière d'accommoder les modes de scrutin — comme les restes. Une manière surtout de faire le contraire de ce qu'on avait promis.

Car cette proportionnelle socialiste, cru 1985, parlons-en !

Evidemment, le Parlement n'a aucun pouvoir réel dans cette société où les vraies décisions se prennent dans les comités directeurs des grands groupes financiers, les états-majors des armées, de la police... Même la représentation la plus fidèle et démocratique de la population au Parlement ne donnerait pas l'ombre d'un pouvoir aux "représentants du peuple", dans une société où le seul pouvoir est celui de l'argent !

Mais même cette représentation fidèle de toutes les nuances de l'opinion, les dirigeants politiques de gauche comme de droite, Mitterrand après Giscard ou De Gaulle, n'en veulent pas.

Proportionnelle, ont-ils dit ? On aurait donc pu supposer, naïvement, que les divers courants d'opinion existant dans le pays trouveraient au Parlement une représentation proportionnelle aux pourcentages de voix recueillies. Dans la future Assemblée nationale de 577 membres, la proportionnelle intégrale aurait permis à un courant représentant 0,17 % des électeurs d'avoir un député.

Mais non ! Les prochaines élections ne se dérouleront pas à la proportionnelle intégrale, ou intègre, mais à une proportionnelle truquée, départementale, et ça change tout !

C'est dans chaque département que chaque liste aura un nombre d'élus proportionnel au pourcentage de voix qu'elle aura obtenues. Fort bien. Mais tout dépend de la population du département, et donc du nombre de députés auquel le département aura droit. Dans le Cantal, par exemple, il y aura deux députés. Il faudra donc qu'une liste recueille 50 % des voix pour avoir un élu... Et si aucune liste n'y parvient, ce sont les deux premières qui enlèveront chacune un siège. En Loire-Atlantique, par exemple, le département dont font partie Nantes et Saint-Nazaire, il y aura dix députés. Pour avoir un élu, une liste devra donc recueillir au moins 10 % des suffrages. Dans le Rhône (Lyon), il faudra 7,14 % pour avoir un élu assuré. Seule l'attribution des restes pourrait donner des élus à des listes ayant obtenu des chiffres inférieurs à ces pourcentages. Mais, même dans ce cas, une clause a été prévue : aucune liste recueillant moins de 5 % des suffrages ne pourra avoir d'élu. La route est barrée aux courants minoritaires !

Comme cela les "grands" partis, de gauche comme de droite, pourront toujours expliquer aux électeurs qu'il faut voter "utile", voter pour ceux qui peuvent être élus. Pas étonnant, puisque ce sont les mêmes qui fabriquent un mode de scrutin qui rend certains choix prétendument inutiles.

LES RECETTES POUR ACCOMMODER LES VOIX

Le naïf pourrait penser que la loi électorale d'un pays démocratique est destinée à obtenir la représentation aux Assemblées la plus fidèle possible de tous les courants d'opinion...

Rien à voir ! En fait, pour comprendre les "principes" qui président à l'adoption d'une loi électorale, mieux vaut chercher à répondre à la question : dis-moi qui tu veux éliminer, je te dirai quel mode de scrutin choisir...

Les trucages électoraux ont un long passé. Sans remonter à Mathusalem, on peut rappeler De Gaulle...

En 1958, après avoir été tenté par la proportionnelle, il restaure le vote uninominal à deux tours dans le cadre de circonscriptions taillées sur mesure pour éliminer le PC.

C'est ainsi qu'en 1958, avec 18,94 % des suffrages, le PC obtenait... 10 élus, soit 2,15 % des sièges, alors que le parti gaulliste, l'UNR, avec 17,58 % des suffrages — c'est-à-dire moins que le PC — obtenait 189 députés, soit 40,64 % des sièges ! Le secret de cette opération de passe-passe résidait dans le découpage inégal des circonscriptions : en 1967, les 115 936 inscrits de la circonscription de Longjumeau avaient droit à un seul député, autant que les 26 973 inscrits d'une des deux circonscriptions du Territoire de Belfort. L'électeur de Belfort "pesait" donc quatre fois plus que celui de Longjumeau...

Mais même ce charcutage n'est pas apparu comme une sauvegarde suffisante, en particulier contre les "petits" candidats. Et c'est ainsi que, pour avoir le droit d'être présent au second tour, un candidat a dû être crédité successivement de 5 % des suffrages exprimés jusqu'en 1967, de 10 % en 1967, 1968 et 1973 et, enfin, de 12,5 % en 1978...

DANS QUELLE PROPORTION ÇA M'ARRANGE...

Discussions et prises de position sur le mode de scrutin se déroulent toujours en vertu des grands principes... Aujourd'hui, la droite s'affirme contre le scrutin proportionnel, qui plongerait la République dans un abîme de turpitudes... *"Triste journée pour la Cinquième République"*, commentait Giscard lors de l'adoption du nouveau mode de scrutin ! La gauche, au contraire, défendait le système de la proportionnelle au nom de la démocratie.

Mais, faut pas croire... les choses sont plus nuancées !

Mitterrand, l'homme qui est à l'origine de l'instauration d'un mode de scrutin "proportionnel", réclamait en 1958 le retour au scrutin majoritaire d'arrondissement. Il présidait même l'association parlementaire qui défendait cette idée. Idée qui fut finalement reprise par De Gaulle, alors que celui-ci avait été un moment tenté par la proportionnelle, ainsi que l'a rapporté Pompidou...

En 1957, à l'inverse, le jeune député du Puy-de-Dôme Giscard d'Estaing défendait un système mixte, où *"la moitié des députés à l'Assemblée nationale est élue au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. L'autre moitié est élue au scrutin proportionnel à un tour sur le plan national"*.

Plus près de nous, il écrivait en 1984 dans son livre *Deux Français sur trois : "Dans les départements dont la population est supérieure à* (un certain) *chiffre (...), la loi électorale deviendrait le scrutin proportionnel départemental"*. Ce n'est que le 6 mai 1985 que, finalement, Giscard s'y retrouvait dans ses principes, expliquant doctement que *"l'application de la proportionnelle sera jugée, avec le recul du temps, comme un contre-sens historique"*.

En bref, en près de trente ans, chaque responsable, chaque parti a proposé tout et son contraire.

SOUSCRIPTION POUR LES CANDIDATURES L.O. AUX LÉGISLATIVES

"AU SECOURS, LES ÉLECTIONS REVIENNENT"

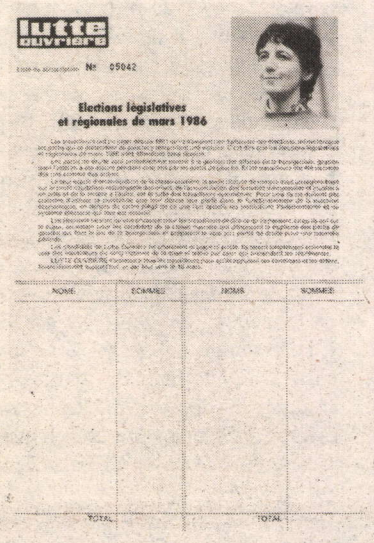
Lutte Ouvrière présentera, aux élections législatives et régionales de mars prochain, des listes de candidats. Il s'agit pour nous de faire entendre dans ces élections la voix des travailleurs révolutionnaires.

Dès maintenant, nous appelons les lecteurs de notre journal, nos sympathisants, nos amis, à nous aider à préparer ces candidatures. Il s'agit de constituer nos listes, de faire campagne pour elles, de recueillir les fonds qui permettront d'assumer les frais importants de la campagne électorale et du matériel légal, de trouver pour cela partout, dans son milieu de travail, dans son quartier ou sa cité, des soutiens et des appuis, des travailleurs qui acceptent de nous aider de toutes les manières possibles : financièrement d'abord, et aussi en faisant campagne avec nous.

Des listes de souscription sont d'ores et déjà en circulation.

Nous publions ci-après les premières listes qui nous sont rentrées. Ce n'est, bien sûr, qu'un tout début.

Amis lecteurs, aidez-nous à assurer le succès de notre courant politique dans cette campagne. Parlez-en autour de vous. Envoyez dès à présent votre contribution ou celles que vous aurez recueillies à notre CCP : Lutte Ouvrière — CCP La Source 31 175 86 W avec la mention "souscription élections".


lutte ouvrière

Elections législatives et régionales de mars 1986

PARIS

Denise Dupont (Crédit Lyonnais) 200 ; Un employé du Crédit Lyonnais 100.

DIJON

Bizard-Renaud 20 ; Lamboley J.-Claude 20 ; Ulmann Jeanine 20 ; M.D. 500 ; A.N. 100 ; Une sympathisante 500 ; Une sympathisante 100 ; Jean-Michel 100 ; Mémé 30 ; Hervé 200 ; Denizot 450 ; Georges-Suzanne 500 ; Abda 50 ; Ahmed Kyate 100 ; Cousin 100 ; Rosa 50 ; "Pour que la lutte ouvrière en finisse avec le capitalisme" 70 ; X. Chenôve 50 ; "Un geste qui aidera peut-être ceux qui en ont le plus besoin" 100 ; Françoise Bouchaud, employée à la CAF 100 ; B.J. ouvrier agricole 100 ; M. Roblet 200 ; Celerier 100 ; Odile Bernard 55.

DOLE (Jura)

A.M. Petiard 100.

AUTUN

Profs sympathisants 100.

SOCHAUX

Driano (Peugeot) 100 ; Perret (Peugeot) 60 ; Mère 100 ; OCS 50.

ORLEANS

Jacky 100 ; Didier 100 ; Michel CEPEM 100 ; La Rosette 100 ; Une ASH 100 ; Une ASH 40 ; Copine CEPEM 100 ; Fabrice 100 ; Martine (institutrice) 100 ; Micheline (institutrice) 50 ; Une retraitée Dauphine 30 ; Une lectrice de LO Dauphine 24 ; Elise ouvrière Malichaud 60 ; Ghislaine Chèques Postaux La Source 100 ; Fabienne Chèques Postaux La Source 100 ; Pichot Chèques Postaux La Source 100 ; Sympathisante 20 ; Sympathisante 20 ; Sympathisant 20 ; Annie Cassin 150 ; Monique Lelait 100.

BOURGES

Un cadre de Rosières 100.

Sécurité sociale Bourges : Sylvie 100 ; Annie et François 100 ; Michel 100 ; Deffins Gaston 50 ; Une sympathisante 100.

Pierrot 100 ; Martineau 20 ; Berzin 20 ; Michèle (Rozières) 100 ; M. et Mme Perronet 100 ; Un copain de Rosières 100 ; Perronnet 50 ; Une amie de Dédé 30 ; Mme Neveu 30 ; Jean 100 ; Guy 50 ; Geneviève 100 ; Gérard et Eliane 100 ; Marie-Thé 50 ; Technicien Etablissements militaires 100 ; Patrick 100 ; Un retraité 14 ; Marcel 50 ; Une copine 100 ; M. Rouzet 50 ; M. Corsigny 100 ; M. et Mme Perronnet 50 ; M. Tissier 50 ; Une sympathisante 50 ; Vela 200 ; Pratali 4 ; Un chômeur 10 ; Perronnet 50 ; Une communiste 20 ; P.A. 3 ; Patrice 100 ; Un instituteur 100 ; Un OS Michelin 100 ; Un OS Michelin 15 ; Marie 100.

SAINT-AMAND-MONTROND

Lamiable 200.

VIERZON

Pierrot ancien cheminot 100 ; Robert Legoult 100 ; Michel D. 50 ; Roger Perrot retraité UNELEC 50.

BERLIN (Ouest)

"Contre le sectarisme — pour une campagne commune de deux organisations qui "constituent les deux tendances d'un même parti" comme l'a souvent affirmé Arlette Laguiller" H.H. 3.000 F.

Total souscription : ..... 12.405 F

NATIONALISATION DES PERTES, DÉNATIONALISATION DES PR

TOUJOURS LA BOURGE

S'il est un point de son programme dont la gauche faisait grand cas avant 1981, c'est bien les nationalisations. Le *Programme commun* de 1972 signé entre le PS et le PC prévoyait la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier (banques et assurances), de neuf grands groupes industriels, et des prises de contrôle de l'Etat dans quelques autres.

Les *110 propositions* publiées en 1981 par le candidat à la présidence Mitterrand reprenaient pour l'essentiel ces dispositions, puisque le point 21 affirmait : *"Le secteur public sera élargi par la nationalisation des neuf groupes industriels prévus dans le* Programme commun *et le* Programme socialiste, *de la sidérurgie et des activités de l'armement et de l'espace financées sur fonds publics. La nationalisation du crédit et des assurances sera achevée".*

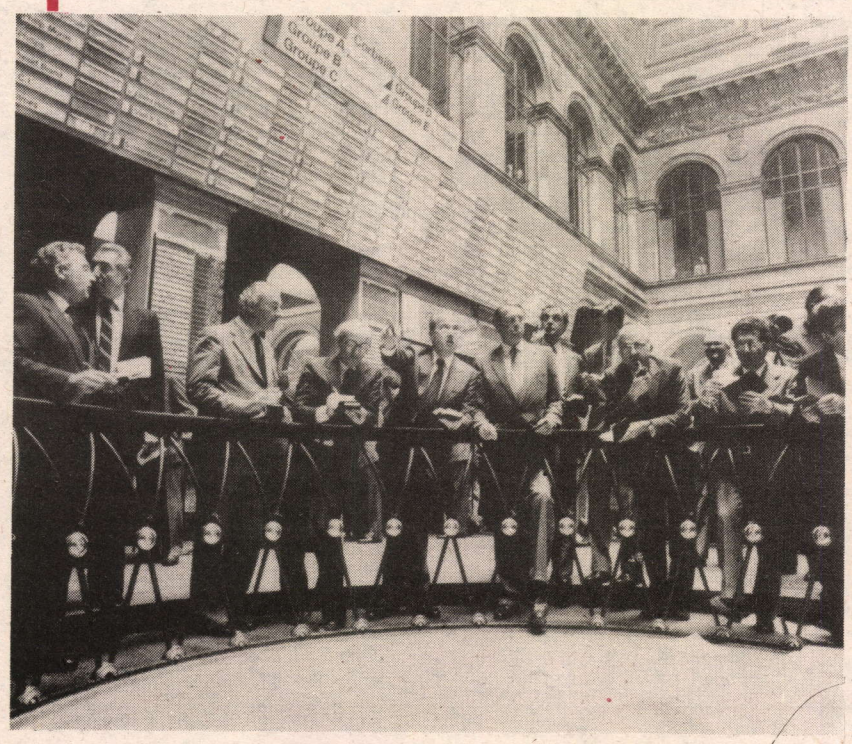
Durant près de neuf ans, aussi bien le PS que le PC présentèrent ces transformations comme le moyen de mettre un terme à la domination des puissances d'argent, de garantir l'emploi des travailleurs des entreprises concernées et surtout de créer des emplois par la mise en route d'investissements nouveaux.

Le programme de Mitterrand mentionnait en bonne place, au point 19 : *"La croissance sociale s'appuiera sur le dynamisme du secteur public, l'encouragement à l'investissement, l'augmentation des bas revenus et l'amélioration des conditions de travail".*

Tous ces discours n'étaient que mensonges électoraux. Certes la gauche a bien nationalisé une grande partie des sociétés visées. Mais pas pour mettre les entreprises publiques au service de l'intérêt général, pour construire de nouvelles usines et créer des emplois. S'il s'était réellement agi de cela d'ailleurs, il ne lui aurait nullement été nécessaire de se lancer dans une coûteuse opération de rachats d'entreprises. Dès avant 1981, l'Etat contrôlait déjà la majorité du secteur bancaire. Il lui aurait suffi de regrouper toutes ces banques dans un établissement unique de crédit, qui aurait eu les moyens financiers de contraindre les capitalistes à investir en fonction de l'intérêt général. L'Etat aurait même pu faire plus encore. Par le biais des banques et compagnies déjà nationalisées et de divers organismes étatiques tels que la Caisse des Dépôts, l'Etat détenait indirectement suffisamment d'actions de sociétés nationalisables pour être capable d'imposer ses décisions, comme n'importe quel capitaliste qui contrôle une entreprise simplement parce qu'il est l'actionnaire principal.

Mais tel n'était pas son objectif réel. Au contraire ! Les nationalisations étaient conçues par le Parti Socialiste comme un moyen de subventionner plus massivement encore les capitalistes privés, en leur rachetant à prix d'or les entreprises qui ne leur rapportaient plus assez ou dans lesquelles ils se refusaient à remettre de l'argent, afin de leur permettre de se tourner vers de nouvelles activités plus lucratives.

Les nationalisations à la sauce socialiste (et, à l'époque, le PC goûtait cette sauce) étaient purement et simplement un cadeau fait à la bourgeoisie. Et le cadeau a dépassé en ampleur même ce que les plus optimistes des capitalistes privés avaient imaginé.



LES POULES AUX ŒUFS D'OR ONT ÉCHAPPÉ A LA NATIONALISATION

Il y eut d'abord un certain nombre de sociétés très profitables écartées purement et simplement des nationalisations. Les compagnies d'assurances privées, dont l'activité principale est la spéculation sur les titres boursiers et les placements immobiliers, disparurent immédiatement de la liste des nationalisables. Thomson-CSF, filiale du groupe Thomson réalisant 60 % de ses activités dans l'armement, fut, contrairement aux promesses de Mitterrand, laissée à ses actionnaires privés. Comme l'écrit le journal patronal *Les Echos, "on a formellement nationalisé les fours et les cuisinières, mais pas RITA !"* Les profits des contrats militaires sont donc restés privés et Thomson-CSF est devenu une des sociétés vedettes de la Bourse.

Dassault aussi est resté en grande partie privé. Et Lagardère, le PDG de Matra, a obtenu de conserver la majorité des actions de son entreprise, aux perspectives jugées trop profitables pour qu'elle soit remise à l'Etat.

En revanche, toute une série de banquiers éclopés, comme Jean-Marc Vernes, David de Rothschild et les actionnaires de Creusot-Loire qui contrôlaient la Banque de l'Union Européenne, ont réalisé l'une des meilleures opérations de leur carrière en revendant à un Etat consentant des banques percluses de dettes accumulées lors de spéculations et d'investissements malheureux, qui dans l'immobilier, qui dans le nickel ou la sidérurgie... Ces banques en quasi-perdition ont été rachetées à prix d'or. Toutes les sociétés nationalisées, d'ailleurs, ont été rachetées à prix d'or.

Le gouvernement socialiste n'a pas marchandé. Il s'est immédiatement incliné, première reculade qui en annonçait bien d'autres. Il a suffi que les neuf vieillards réactionnaires (nommés pour la plupart par la droite) siégeant au Conseil constitutionnel décrètent que la première offre du gouvernement de gauche était insuffisante, pour que celui-ci rallonge huit milliards d'argent public, qui sont allés gonfler un peu plus la poche de quelques gros capitalistes. Au total, la note s'éleva à près de 80 milliards, en comptant les intérêts qui allaient être versés par l'Etat pendant des années. *L'Humanité*, qui à l'époque soutenait un gouvernement comptant quatre ministres communistes, risqua tout de même quelques mots de critique devant l'énormité du tour de passe-passe, et calcula que la famille Gillet, qui depuis beau temps ne mettait plus d'argent dans Rhône-Poulenc, allait toucher 140 millions de francs (14 milliards de centimes !), la branche de la famille Rothschild possédant la banque de la rue Laffitte 100 millions et les de Vogüé, de Saint-Gobain, 300 millions.

Et ce gouvernement prétendument de gauche faisait si peu peur aux bourgeois, ceux-ci étaient tellement certains qu'il accepterait d'être roulé dans la farine, que le cours des actions des sociétés nationalisables s'était mis à grimper en Bourse juste avant que le montant du rachat soit annoncé. Tous les spéculateurs s'arrachaient ces actions, dont le cours monta en moyenne de 10 %. Le cours de l'action Rhône-Poulenc battit tous les records, avec un bond de 25 % en cinq jours !

C'est alors et alors seulement, une fois les capitalistes servis et bien servis, que les travailleurs apprirent de la bouche des ministres socialistes que la plupart de ces grandes entreprises étaient en fait déficitaires. Et qu'en conséquence les travailleurs allaient devoir se serrer la ceinture pour les renflouer.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Fabius, à l'époque ministre de l'Industrie, annonça en 1983 qu'il fallait (à l'exception de la sidérurgie) que toutes les entreprises nationalisées refassent des bénéfices dès 1985. Les entreprises nationalisées avaient été présentées comme devant construire des usines et créer des emplois. Elles se mirent à en détruire. Entre 1981 et 1985 des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés dans les groupes industriels nouvellement nationalisés par la gauche. Thomson, la CGCT, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Péchiney-Ugine-Kuhlman et Honeywell-Bull en ont déjà supprimé des milliers.

Dans la seule sidérurgie, ce sont 20.000 suppressions d'emplois qui ont été annoncées en 1984. Tout cela vient s'ajouter aux dizaines de milliers de suppressions d'emplois prévues dans les autres entreprises du secteur public anciennement nationalisées comme Renault, ou les administrations comme la Sécurité sociale.

Les salaires des travailleurs ont été freinés en dessous de l'évolution du coût de la vie. Le gouvernement s'est non seulement servi des nationalisations pour transférer directement des milliards dans la poche des capitalistes, mais aussi pour abaisser le niveau de vie des travailleurs de ces entreprises, en rendant ainsi un deuxième service à la bourgeoisie.

Il a ainsi utilisé ces entreprises comme une tribune, d'où le chef d'orchestre gouvernemental donnait le "la" à toutes les entreprises du pays quant à l'attitude à avoir sur les salaires, sur les conflits sociaux.

Il faut que les entreprises fassent des bénéfices, clament sur tous les tons les socialistes. Mais si les entreprises doivent vivre, les travailleurs aussi ! Les profits ne servent pas à créer des emplois. Où sont les usines nouvelles, les nouvelles productions utiles mises sur pied ces dernières années ? On les chercherait en vain. La seule industrie qui intéresse vraiment les capitalistes aujourd'hui, celle dans laquelle ils réinvestissent prioritairement une part croissante de leurs avoirs, c'est l'industrie de la spéculation financière. Celle-là consiste en rackets financiers par le biais de la Bourse, des compagnies d'assurances, de l'argent reprêté à taux fort à l'Etat ou aux entreprises plus petites. Les socialistes, qui sont si fiers d'avoir aidé les entreprises à faire ou à refaire des profits, ont simplement permis aux bourgeois de continuer de s'enrichir sur le dos des travailleurs, de produire des profits alors que la production de biens utiles, elle, stagnait. Créer des emplois, cela n'a rien à voir en période de crise avec la bonne santé des capitalistes. C'est même parfois le contraire. C'est une question de rapport de force entre les classes sociales.

Et dans ce rapport de force, les partis de gauche ont mis tout leur poids dans la balance, nationalisations comprises, du côté des bourgeois et des riches.

Pierre VERNANT

LE SALE BOULOT

1293 licenciements pour l'année et une vague de licenciements déjà prévus pour 1987, c'est le sale boulot du gouvernement pour sauver CGCT. Les nationalisations devaient sauver les entreprises, mais les chantres de cette panacée n'avaient pas dit à quel prix ! Les 35 heures avec perte de salaire devaient sauver 1000 emplois. Les 961 licenciements de 1984 devaient, eux, sauver les salariés restant à CGCT.

Alors, ras le bol de sauver, au prix de la perte de notre salaire !

Ras le bol de tout ce baratin, parce que nous avons, nous tous, le droit de vivre.

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** CGCT - Vaugirard.

ISIE QUI EST SERVIE !

LA GAUCHE A PRÉPARÉ LE TERRAIN POUR LES DÉNATIONALISATIONS

Le Parti Socialiste dénonce les projets de dénationalisation de la droite comme une menace de retour au passé. Mais les entreprises que la droite choisira dans quelques mois de dénationaliser ne sont pas exactement semblables à ce qu'elles étaient il y a cinq ans. Dans l'intervalle, ces entreprises seront devenues beaucoup plus profitables grâce aux subventions de l'Etat et aux suppressions d'effectifs. Les nationalisations auront servi à faire une partie du "sale boulot", comme s'en vante si bien Fabius. Au profit non pas, bien sûr, de l'intérêt général, mais de celui des bourgeois qui vont pouvoir choisir sur quelles entreprises et sur quels morceaux d'entreprises ils souhaitent remettre la main. Ce n'est même pas une surprise : les bourgeois n'ont jamais fait mystère de leur intention de profiter au maximum de l'alternance gauche-droite sur ce terrain-là aussi.

D'ailleurs ces dirigeants socialistes, qui jouent la comédie de l'étonnement et de l'indignation, ont tout fait pour qu'il en soit ainsi. Dans bien des cas, les gens qu'ils ont nommés à la tête des entreprises nationalisées faisaient déjà partie du gratin des PDG en place du temps de la droite . Le gouvernement socialiste a même carrément gardé en poste certains qui défendaient auparavant les intérêts des actionnaires. Ce fut le cas à Saint-Gobain et à Rhône-Poulenc où Gandois, homme de confiance de la famille Gillet, maintenu dans ses fonctions par le gouvernement de gauche, a décidé après quelques mois de claquer la porte pour aller planter ses choux ailleurs. Dans d'autres cas comme à la CGE, c'est l'ancien directeur général qui est monté d'un cran pour occuper la place de PDG.

Et puis, qu'est-ce qui différencie un PDG membre du PS ou sympathisant socialiste, voire communiste, de ses congénéres ? Dautresme, nommé PDG du Crédit du Nord, venait du Crédit Lyonnais où il avait paraît-il la réputation, parmi les hauts cadres, d'être proche du Parti Socialiste. Il s'est servi de sa place pour inviter le personnel de la banque à trouver de nouveaux clients, faute de quoi il y aurait des suppressions d'emplois. C'est le même Dautresme qui s'est singularisé dès 1983 en déclarant que 60 000 emplois devraient disparaître dans les banques durant les dix ans qui viennent, et qui vient de quitter son poste pour aller organiser la spéculation financière à la banque Lazard, l'une des premières banques d'affaires privées, qui travaille entre autres pour la famille Peugeot.

C'est Le Floch-Prigent, qui lui a sa carte du PS, qui essaye d'acheter son maintien en place en proposant un plan de privatisation de Rhône-Poulenc dont il est le PDG nommé par le gouvernement.

Alors rien d'étonnant si certains ont commencé de passer aux actes, en privatisant des filiales. Saint-Gobain a carrément introduit en Bourse deux filiales bénéficiaires, Saint-Gobain-Emballage et Société Européenne de produits réfractaires.

Jusqu'à la SNCF qui a trouvé le moyen de faire coter à la Bourse l'entreprise routière Calberson, dont elle est actionnaire majoritaire. Quant aux entreprises sidérurgiques Sacilor et Usinor, qui sont encore très déficitaires, leurs PDG filialisent à tour de bras pour préparer eux aussi la voie à la privatisation des secteurs les plus juteux.

C'est vrai, la droite va dénationaliser. Mais pas tout, ni tout d'un seul coup. Les grandes sociétés industrielles en particulier intéressent moins les bourgeois que les banques, les assurances, la publicité ou les chaînes de télévision. Parce que mettre son argent dans une grande société chimique comme Rhône-Poulenc ou une société comme Thomson, cela comporte des risques. Dans la grande industrie il y a la concurrence étrangère, et il faut investir pour créer de nouveaux produits. Les bourgeois préfèrent laisser cela à l'Etat. Et, de ce point de vue la gauche, en nationalisant toute une partie de la grande industrie, n'a pas seulement rendu service à la bourgeoisie. Elle a aussi épargné à la droite d'avoir à nationaliser elle-même les secteurs en perte de vitesse ou insuffisamment rentables à court terme, dont les bourgeois ne voulaient plus. Les nationalisations ne sont pas de gauche, comme le PS voudrait le faire croire aux travailleurs. C'est d'ailleurs De Gaulle, qui n'était pas un homme de gauche, qui a décidé les nationalisations de l'après-guerre. Elles font partie des instruments qu'emploie l'Etat pour faciliter les dépenses et les investissements à la charge de la collectivité et réserver les profits aux capitalistes privés. Et là dessus, c'est-à-dire sur l'essentiel, droite et gauche sont bien d'accord.

P.V.

LES BOURSIERS ONT LA COTE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT

Venu discuter mardi 21 avec les patrons du Club Espace 89, sur le thème : **"5 ans de politique économique : une dynamique de la réussite"**, le ministre socialiste de l'Economie, Bérégovoy, s'est rengorgé. Voyez les résultats boursiers des socialistes. En 1985 la Bourse de Paris a augmenté de 41 %, a-t-il dit en substance, ce qui est bien mieux que les 17 % de la Bourse de Tokyo, les 21 % de celle de Londres ou même les 26 % de celle de New York.

Eh oui ! Sous ce gouvernement qui se dit socialiste, les profits boursiers ont fait des bonds. Et Bérégovoy, parce qu'il s'adressait à des capitalistes, n'a pas eu besoin, comme Fabius lors de l'émission "L'heure de vérité", de mentir en direct en prétendant que smicards et boursiers seraient également bénéficiaires de 5 ans de gouvernement de gauche !

Le **Bilan économique et social** édité par **Le Monde** a qualifié l'année 1985 de **"Superbe"** pour les boursiers. Mais en Bourse, on n'a sûrement pas oublié pour autant que 1984 n'était déjà pas si mal, ni que 1983 avait été un grand cru pour la spéculation, ou encore ce que disait de 1982 un commentateur économique, dans **L'Expansion** en février 1983, lorsqu'il affirmait : **"La Bourse et le gouvernement socialiste, même combat" !**

Certes, Bérégovoy se vante sans doute un peu quand il attribue au gouvernement socialiste tout le mérite des résultats de la spéculation boursière, cette forme hautement parasitaire d'un capitalisme en crise. Mais il n'en reste pas moins qu'en 5 ans, ce gouvernement a tout fait pour faciliter le pillage à grande échelle des richesses sociales par ceux qui ont trouvé dans la spéculation boursière le meilleur moyen de s'enrichir.

Venus aux affaires à un moment où, du fait de la crise économique, les capitalistes n'avaient guère à espérer des profits de la production industrielle, les dirigeants socialistes ont à la fois libéré de grandes masses de capitaux en indemnisant largement les actionnaires des sociétés nationalisées et ouvert ce que l'on a appelé un "marché financier" plus vaste à ces capitaux en mal de profits.

Faisant le bilan d'une telle politique, **Le Nouvel Economiste** avait pu écrire, en avril dernier, que **"le "changement" de 1981 fut"** finalement **"une bénédiction pour les boursiers".**

Parmi les multiples mesures prises en ce domaine, on peut citer l'ouverture du "second marché", une Bourse-bis permettant aux entreprises de taille moyenne de vendre des actions dans le public dans les meilleures conditions pour les actionnaires : ils sont désormais exonérés de certains frais réglementaires, tandis que les dividendes provenant de ces nouvelles actions sont exonérés d'impôt pendant 10 ans.

Il y a aussi eu la création du système dit "d'option d'achat d'actions". Peu suspect de contestation sociale, **L'Expansion** le décrivait en avril 1984 comme **"destiné à faciliter l'enrichissement (...) des cadres dirigeants"** de sociétés et expliquait qu'aux **"Etats-Unis de véritables fortunes se sont édifiées grâce"** à lui, citant l'exemple du PDG de Chrysler qui avait ainsi raflé 1,2 million de dollars en 1982.

Après avoir diminué l'impôt sur les sociétés, le gouvernement avait trouvé un nouveau prétexte à cadeaux fiscaux. Bérégovoy avait ainsi inventé le "capital-risque", dont les dividendes étaient trois fois moins imposés que les autres. Car évidemment, personne de sérieux ne croirait aujourd'hui que le capital puisse prendre des "risques" à moins... Malgré ces gâteries socialistes, les **"investisseurs"** sont **"peu tentés : ils ont pris l'habitude d'un moyen plus simple de réaliser des plus-values"** en Bourse, commentait **Le Nouvel Economiste.** Eh oui, les spéculateurs sont devenus difficiles depuis 5 ans ! Et cet hebdomadaire de citer la dernière invention boursière du gouvernement, les "billets de trésorerie" dont il écrit qu'ils sont **"placés apparemment sans problèmes"** y compris auprès **"de particuliers. Ce qui peut faire rêver, étant donné que le montant unitaire minimal d'un billet de ce genre est de... 5 millions de francs".**

Aujourd'hui il est sans doute significatif de ce véritable supermarché de la spéculation, qu'a contribué à mettre en place le gouvernement, que près de la moitié des valeurs cotées en Bourse soient des affaires financières. Pendant tout un temps, les capitalistes ont tiré des profits de la production. Aujourd'hui que cela leur semble trop risqué, ils produisent du profit à partir de rien. Ou plutôt à partir de titres, de bouts de papier, de formules spéculatives créées tout exprès pour rapporter vite et gros.

Et cela seul suffirait à juger ce gouvernement que de l'entendre se féliciter sans vergogne des profits qu'il a permis de réaliser à ceux qui ne se cachent même pas d'être des parasites sociaux purs et simples.

SPÉCULATION

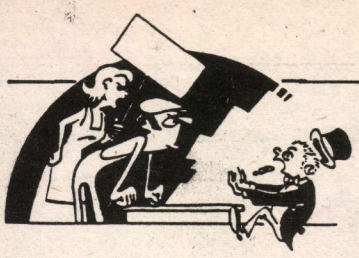
CHASSEURS DE TÊTES ET CHASSEURS DE PRIMES

Il paraît qu'avec l'explosion du marché financier, européen notamment, avec la multiplication des circuits financiers et des "produits" spéculatifs internationaux, même les banques ont du mal à se retrouver dans le maquis. Seuls des experts de grande classe peuvent encore s'y aventurer, dit-on, et les banques les recherchent activement. C'est-à-dire, en y mettant le prix fort.

A en croire des informations parues dans le journal **Le Monde,** aucune banque américaine opérant en Europe ne craindrait de payer 140 000 dollars un "arbitragiste" débutant (les banques britanniques ou françaises sont apparemment moins généreuses... mais cela reste relatif), et même 570 000 dollars par an (environ 35 millions de centimes par mois) un "chef arbitragiste de première classe". Quant aux grands spécialistes, ils s'arracheraient à 1,5 million de dollars (une centaine de millions de centimes par mois). La "City" de Londres, une des toutes premières places financières mondiales, emploierait à elle seule une dizaine de milliers de ces petits et grands génies de la spéculation.

Des génies dont il est évidemment difficile d'évaluer la compétence... autrement qu'à leur capacité à soutirer de pareils salaires aux rois de la finance mondiale.

Gaston DEVAU



DANS LES ENTREPRISES

CREDIT LYONNAIS (LEVALLOIS)

Les grévistes du "Tandem" occupent et les capitaux errent

La grève commencée il y a un mois au Tandem de Levallois continue (le Tandem répartit dans les services concernés les informations qui viennent de l'ordinateur central). Depuis le 9 janvier les grévistes occupent leur local, à 25 sur 33. Cette occupation a été décidée à la suite d'une entrevue négative (sauf sur des problèmes matériels mineurs) avec la direction.

Le personnel maintient ses revendications : 20 points pour tous (240 F), un coefficient supérieur pour tout le monde, en contrepartie des efforts et de la polyvalence acquise depuis la mise en place du nouveau système Tandem.

A plusieurs reprises, les grévistes ont été discuter avec le directeur de Levallois, sur le pas de sa porte. La direction a déclaré qu'elle ne voulait pas *"faire monter la tension"* en portant l'occupation devant les tribunaux. Cependant elle a envoyé un huissier constater l'occupation à chaque week-end.

La direction se déclare d'accord pour discuter de l'organisation du travail sans préalable, mais elle ne veut rien savoir sur les salaires.

Et puis, comme elle constate que la grève dure depuis trop longtemps et comme les grévistes "perdent beaucoup d'argent", elle est d'accord pour discuter du payement d'une partie des heures de grève... dès la fin de l'occupation.

Il faut dire que le système parallèle mis en place entre les façonniers extérieurs et les cadres du Crédit Lyonnais n'est pas très efficace et les erreurs s'accumulent dans les services. Cela n'améliore pas les conditions de travail du reste du personnel, qui suit la grève du Tandem d'un bon œil mais hésite à se lancer dans un mouvement sur les salaires.

QUELQUES RÉACTIONS A LA GRÈVE :

Petite conversation entre une agence du Crédit Lyonnais et les grévistes : *"Allo, j'ai un télex à passer de deux millions de dollars sur Macao, pour un client...*

— Nous sommes en grève avec occupation, Monsieur !

— Ah bon, c'est ennuyeux. Le Crédit Lyonnais va perdre de l'argent dans l'histoire, si ça ne passe pas tout de suite. Je vais téléphoner à Deflassieux (le PDG) pour qu'il fasse le boulot... Bonne chance !".

Dans la journée, les témoignages de sympathie ne manquent pas : *"C'est bien, bonne continuation"* ou : *"Vous devriez venir faire débrayer chez nous aussi".*

Lorsque l'ambassade des Etats-Unis a appelé, le correspondant était un peu estomaqué d'entendre les mots de "grève" et "occupation" au bout du fil.

Un matin, le chef de service cherchait à faire passer un télex de 20 milliards de yens (800 millions de francs). Manque de chance, son bureau était bloqué du fait de la grève, comme tous les matins depuis l'occupation, et il ne pouvait authentifier le message, comme il aurait été nécessaire, pour passer l'ordre de paiement !

Correspondant LO

CHAUSSON (GENNEVILLIERS)

Débrayage pour une médecine douce

Vendredi 10 janvier, dans l'équipe du soir de la chaîne du Trafic Renault, un OS, revenu récemment de l'hôpital où il avait subi une opération chirurgicale, se plaignait d'avoir des difficultés pour tenir son poste. Accompagné d'un délégué CFDT du secteur, il se rendit à l'infirmerie.

Là, non seulement le médecin du travail ne voulut rien entendre mais, joignant le geste à la parole, il bouscula même le délégué qui tomba à la renverse !

Aussitôt quelques délégués se sont rendus chez la chef du personnel pour protester. Celle-ci déclara alors qu'elle allait *"faire son enquête"* et *"entendre les deux parties".*

Mais les choses ne se sont pas passées aussi calmement que la direction l'aurait souhaité. Le lundi matin la nouvelle avait fait le tour des chaînes Trafic et une assemblée générale de l'atelier réunit plus de monde que d'habitude. De plus le chef d'atelier, présent à cette assemblée, se permit de mettre en cause les faits. Le tollé fut général, et tout le monde partit en manifestation devant l'infirmerie. Le docteur finit par en sortir et se faire copieusement huer. Il trouva même le moyen d'aggraver son cas en déclarant qu'il n'était *"pas raciste"* car il connaissait *"personnellement une haute personnalité marocaine..."* Ce qui fut accueilli par : *"En plus, c'est un mouchard", "Voilà la milice, maintenant"...*

Voyant que le cas du docteur était désespéré, la manifestation partit alors au bureau de la chef du personnel, qui fut bien obligée non seulement d'admettre que le comportement du médecin avait été anormal, mais aussi de payer intégralement l'heure et demie de grève.

Inutile de dire que le retour à l'atelier fut triomphal.

Correspondant LO

A L'AFPA :

La formation professionnelle côté austérité

Une journée d'action de l'ensemble du personnel des centres de l'AFPA (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes) a été organisée le 16 janvier pour protester contre le projet de budget 1986.

Au centre de Lardy (Essonne) par exemple, plus de la moitié des professeurs ont fait grève ce jour-là avec le reste du personnel.

L'AFPA est en déficit, a annoncé la direction nationale, et il lui faudrait récupérer 50 millions de francs sur la masse salariale, avec un budget 1986 qui sera en régression par rapport à celui de 1985.

Alors, on serrera la vis dans tous les centres. A Lardy, où nous sommes 300 stagiaires environ en sections bâtiment, jardinage, électro-ménager, nous avons appris qu'il serait question de réduire les crédits sur le matériel d'enseignement. Sans matériel, on n'aura plus qu'à se tourner les pouces !

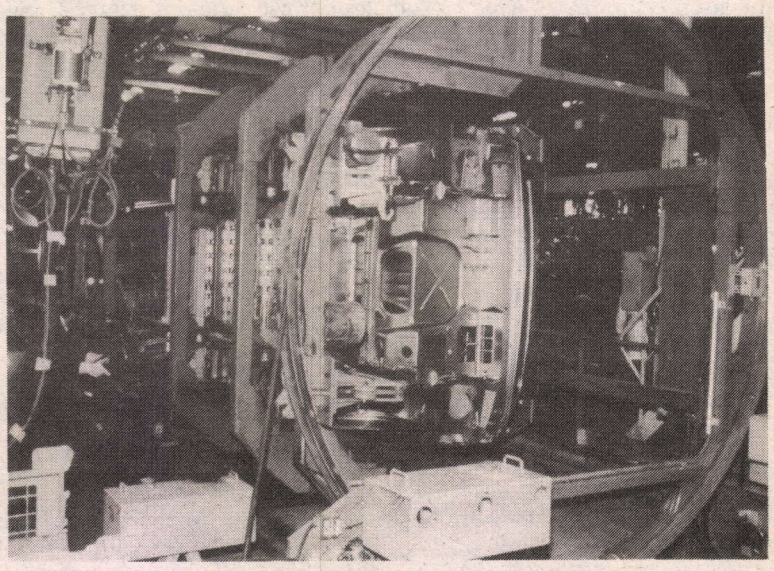
Mais il serait question de nous rémunérer sur la base forfaitaire de 35 heures, et non plus 39 heures comme actuellement, ce qui ferait environ 400 francs de moins sur un salaire de 4.000 francs. Enfin l'internat deviendrait payant.

Pour le moment, rien n'est officiel et nous n'avons vu aucun texte au sujet de ces informations qui circulent. Les syndicats de l'AFPA répondent qu'ils ne sont pas au courant.

A Lardy, une soixantaine de stagiaires ont participé à une réunion au foyer. Le directeur, qui prend le centre pour sa propriété, a fait circuler une note menaçant de sanction les participants à une telle réunion.

Mais ce serait d'abord à lui de donner une information claire sur les mesures concernant les salaires, les crédits de formation, l'hébergement payant !

Correspondant LO



Seule la résignation coûte cher

"La paye, ça ne va pas !" : voilà qui revient de plus en plus chaque mois, aux alentours du 12. Aussi, aux Planchers R4, nous avons décidé de passer aux actes en débrayant lundi dernier. Nous avons formé une délégation parmi nous, pour aller s'expliquer avec le directeur de l'usine H, qui nous a répondu qu'il ne pouvait que régler les inégalités de salaire entre nous, mais pas une augmentation générale qui concernerait alors tout Chausson.

Conclusion : passons à l'action tous ensemble sur l'usine, au moins on aura une chance de régler une grosse inégalité de salaire, celle existant entre ceux des directeurs et les nôtres :

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Chausson Gennevilliers Usine G.*

SCNF (GARE DE LYON)

Grève à Net International

Vendredi dernier, nos camarades de Net International (nettoyage de la gare de surface) se sont mis en grève. Leur patron, prétextant des problèmes financiers, voulait retirer à tous une demi-heure de travail par jour et voulait la démission de cinq travailleurs ; sinon, il déposait le bilan.

Par la grève, nos camarades ont obtenu qu'il n'y ait pas de licenciement et pas de diminution d'horaire. Mais, cependant, cinq travailleurs seront mutés sur un autre chantier.

Le patron de Net International a accepté un budget dérisoire pour arracher le marché. Mais, derrière Net, c'est la SNCF qui profite des mutations et des licenciements. C'est elle qui utilise des entreprises sous-traitantes pour surexploiter des travailleurs.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *SNCF Gare de Lyon.*

échos des entreprises

Les salauds

Après 22 ans de travail pour Norton, un camarade, ancien des Réfractaires, vient d'être licencié pour inaptitude.

Il est victime d'une maladie osseuse grave. Au bout de 24 mois, la Sécurité sociale a cessé ses paiements et refuse de le considérer comme invalide du travail.

La direction Norton sait tout cela. Mais cela ne l'a pas empêchée de mégoter sur deux mois de préavis, en refusant finalement de les lui payer et en lui faisant comprendre que lui verser des indemnités de licenciement, c'était déjà une faveur !

C'est ignoble. Et d'autant plus que, récemment, un cadre en bonne santé a quitté l'entreprise en empochant 52 millions de centimes au titre d'indemnité de licenciement.

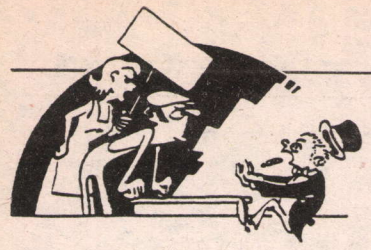
Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Norton La Courneuve.*

Pirelli-cencieur

Un ouvrier sous contrat d'un an a donc été licencié à la fin de sa période d'essai. Il avait été pris sous contrat, après avoir effectué trois mois d'intérim dans l'usine, où il avait donné entière satisfaction.

La direction voudrait pouvoir faire ce qu'elle veut avec les ouvriers : nous faire venir aux horaires choisis par elle, nous embaucher et nous débaucher au gré de la production, sans se soucier de notre vie privée, et surtout sans que nous réagissions à ses brimades. En bref, elle nous voudrait flexibles et dociles. En débrayant nombreux vendredi et lundi dernier, nous lui avons montré que nous n'étions ni dociles ni flexibles. A bon entendeur, salut !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Tréficable-Pirelli.*



FONCTIONNAIRES

Élections d'abord ; pour les salaires, avant et après le 16 mars, vous repasserez

Les fonctionnaires, que la droite aime présenter comme les "enfants gâtés" du gouvernement de gauche, vont toucher en gros 500 francs chacun au titre de la "clause de sauvegarde", c'est-à-dire comme rattrapage pour 14 mois, les prix ayant augmenté plus vite que les salaires. Par ailleurs le gouvernement a décidé de ne pas négocier sur les salaires de 1986 avant le 16 mars prochain. Fabius préfère ne pas ré-étaler au grand jour la politique salariale du gouvernement de gauche, celle qui consiste à s'attaquer au pouvoir d'achat des travailleurs en montrant l'exemple dans la fonction publique — une démonstration qui risquerait d'être coûteuse sur le plan électoral.

Le rattrapage de 500 francs est présenté comme un cadeau, alors qu'il n'est en réalité que le remboursement de l'avance faite par les fonctionnaires eux-mêmes à l'Etat. C'était — pour casser l'indexation des salaires sur les prix — une innovation du gouvernement de gauche des Mauroy et Delors, après avoir décrété le blocage des salaires, pour faire accepter qu'une part du retard des salaires sur les prix ne soit de toute façon rattrapée au mieux que l'année suivante.

Après que Delors en juin 1982 eut annoncé le blocage des salaires, Anicet Le Pors, ministre PCF, allait "au charbon" en se chargeant de montrer l'exemple dans la fonction publique dont il était le ministre. En septembre, il annonçait que le pouvoir d'achat des fonctionnaires allait baisser de 1,6 % pour 1982. Et l'augmentation générale, qui était prévue de 11 % pour l'année à l'origine, passa à 6,1%.

Toujours avec Anicet Le Pors, était institué à ce moment-là le calcul des augmentations "en masse et en niveau" et appliqué le fameux "effet report" permettant de compter le réajustement de l'année en cours comme augmentation sur l'année suivante, ainsi que le non moins fameux "GVT" (glissement vieillesse technicité), permettant de déduire des augmentations générales ce qui revenait au titre de l'ancienneté et de l'augmentation de qualification.

Compte tenu de ces "acquis", pour ce qui est de 1986 le gouvernement, continuant sa politique, en tablant sur une augmentation de prix de 3 %, devrait déduire 2,1 % "d'effet report", 0,5 % de "GVT" et 0,27% de "mesures catégorielles". Ce qui fait que, pour les augmentations générales, il ne resterait plus que 0,13 %, c'est-à-dire vraiment de quoi crier "au secours!" pour les candidats du Parti Socialiste qui, malgré les trahisons successives du gouvernement de gauche à l'égard des fonctionnaires, comptent malgré tout sur cet électorat potentiel constitué par quelque 6,4 millions de fonctionnaires et retraités.

Reste encore à vérifier si, en dépit des esquives de Fabius, il restera encore parmi les fonctionnaires de gros bataillons d'électeurs pour le PS et si, trompés et volés par la gauche (après l'avoir été par la droite), il s'en trouve toujours autant pour en redemander en lui apportant leurs suffrages.

Louis GUILBERT

ALSTHOM (BELFORT)

Un peu fort de café

Au bâtiment 302, Bobinage rotor, où travaillent une quarantaine d'ouvriers, les chefs ne veulent plus admettre les pauses-café. Nous avons l'habitude de boire le café ensemble (c'est plus sympathique), deux fois dans la journée. En décembre, on a vu la maîtrise convoquer individuellement chacun d'entre nous pour essayer de nous en empêcher.

D'autre part, lorsqu'un camarade quitte l'usine, pour prendre sa retraite par exemple, ce qui n'arrive quand même pas tous les jours, nous arrêtons le travail une demi-heure pour boire un verre ensemble. Le 20 décembre, un de ces arrosages devait avoir lieu. Décision du chef : un quart d'heure, pas plus !

Mais cela ne passa pas. Il n'était pas question pour nous de céder là-dessus. Et nous avons décidé de faire comme si de rien n'était, c'est-à-dire de prendre une demi-heure, au grand désarroi du chef. Des menaces de sanctions ont été faites à l'encontre d'un camarade mais, tout le chantier étant solidaire, celles-ci ont été abandonnées.

Le 18 janvier, rebelote : nous voulions arroser un départ, mais la maîtrise a fait savoir que cette fois il ne devait pas y avoir de pause du tout. Comme la fois précédente nous étions décidés à passer outre et le chef d'atelier, se faisant prendre à partie par des ouvriers, a finalement cédé.

En même temps que la maîtrise voudrait nous empêcher de nous rassembler (il paraît que les attroupements font mauvais effet quand les grands chefs passent), elle fait pression pour trouver des volontaires pour travailler le samedi. Eh bien justement, la semaine dernière, contrairement à ce qui se passait avant, il était impossible de trouver des volontaires. Un ouvrier sollicité a répondu que sa religion lui interdisait de travailler le samedi. Et quand le chef lui a demandé naïvement : *"Quelle religion ?"*, la réponse a été : *"Prolétaire conscient"*.

L'ambiance entre ouvriers est donc bonne au bâtiment 302. Et le café collectif a repris comme avant.

Correspondant LO

RENAULT CLÉON (SEINE-MARITIME)

Le Comité d'entreprise licencie une travailleuse du restaurant

A Renault Cléon, le restaurant est géré par le Comité d'entreprise où la CGT est majoritaire. C'est d'ailleurs l'un de ses membres qui est le gérant en titre.

En décembre dernier, plusieurs travailleuses de la cantine avaient déjà reçu des lettres d'avertissements leur reprochant leurs arrêts-maladie. Début janvier, l'une d'entre elles a reçu une lettre de licenciement signée du gérant du restaurant.

Dans les ateliers, certains militants CGT étaient plutôt gênés, d'autant plus que la CGT proteste contre les licenciements pour arrêt-maladie... quand c'est la Régie qui les décide contre les travailleurs de l'usine. Mais des travailleurs font aussi remarquer que cela n'a rien d'étonnant ; le restaurant est en déficit et les responsables du CE font comme ceux de la Régie : ils font payer leur crise aux employés.

Visiblement, les bureaucrates de la CGT sont prêts à n'importe quelle bassesse pour obtenir des aides de la Régie pour résorber le déficit du restaurant, estimé à 1,7 milliard de centimes. Des négociations ont d'ailleurs lieu entre les responsables du CE et ceux de la direction de Cléon depuis plusieurs mois, et ce licenciement vient à point, comme un geste de "bonne volonté" pour montrer à la direction que la CGT fait aussi un "effort" pour réduire le déficit.

Correspondant LO

CITROËN

13 militants CGT condamnés à verser un million à Citroën

Dans un arrêt du 11 janvier, la 11e chambre de la cour d'appel de Paris a décidé que treize militants de la CGT, dont Akha Ghazzi, ancien secrétaire du syndicat CGT de Citroën-Aulnay, aujourd'hui député marocain, devraient payer la somme énorme de 1 million de francs de dommages-intérêts à la société Citroën, qui en avait demandé trois.

La cour d'appel a de plus confirmé les peines de prison avec sursis de 5 à 10 mois et les amendes prononcées à l'encontre de ces militants, accusés d'entrave à la liberté du travail, coups, violences et voies de fait, par le tribunal correctionnel de Bobigny le 24 avril dernier.

Le jugement aggrave même les condamnations car certains prévenus, relaxés en première instance, ont cette fois été condamnés pour complicité de coups et blessures volontaires et port d'armes.

Si les militants syndicaux sont condamnés à verser une somme aussi importante, c'est que les magistrats ont jugé que *"c'est à tort que le tribunal a considéré que le délit reproché ne pouvait causer directement préjudice qu'aux non-grévistes atteints dans leur liberté d'exercer leur travail. Il en résulte également un dommage direct causé à l'employeur"*.

Le 2 février 1983, alors que la fédération des métaux CGT avait appelé les travailleurs des usines Citroën de la région parisienne à venir manifester devant le siège de l'entreprise à Neuilly, des bagarres avaient éclaté entre les ouvriers qui voulaient faire grève et se rendre à la manifestation et des membres de la CSL au Plateau retouches, bagarres qui avaient fait une vingtaine de blessés.

Ainsi le tribunal est allé dans le sens de la direction de Citroën.

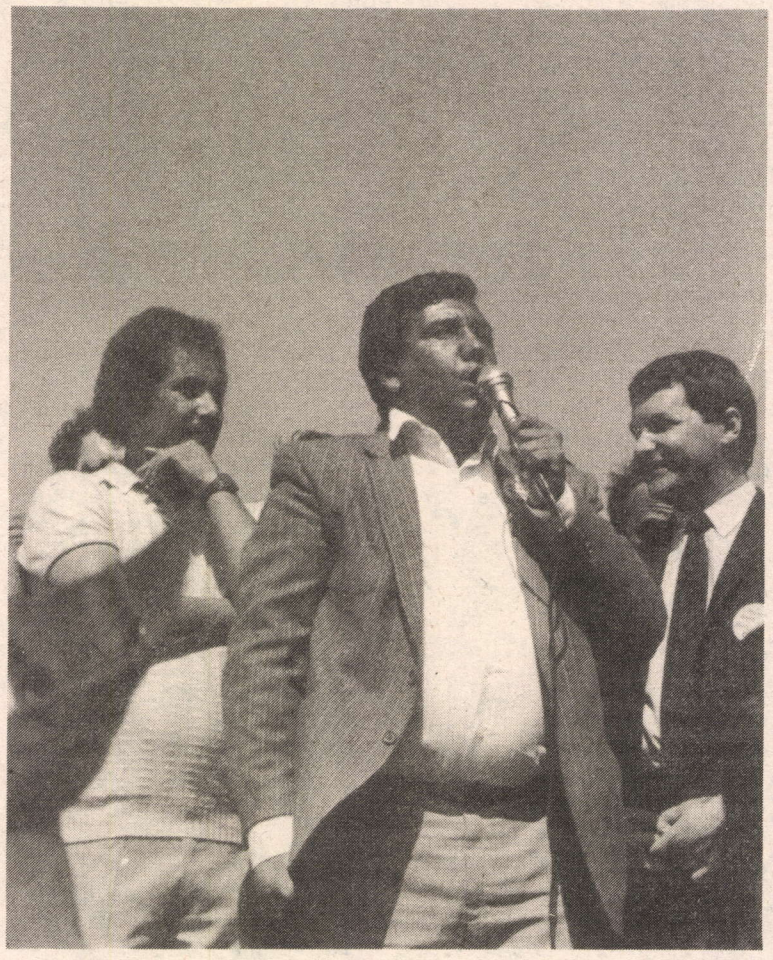
Celle-ci, tristement connue par ses commandos antiouvriers de la CSL et ses méthodes musclées, a toujours joué les doux agneaux pour ce qui est des événements du 2 février. Elle a toujours laissé entendre que la CGT entretenait un climat de violence, qui aurait obligé les ouvriers à rentrer chez eux, ce qui l'a amenée à arrêter sa production, d'où le préjudice.

Le tribunal a accepté cette version. Akka Ghazzi a immédiatement déclaré : *"Je ne comprends pas. Est-ce que le juge a réalisé ? Je ne peux pas payer. Des OS immigrés ne peuvent pas payer !"*

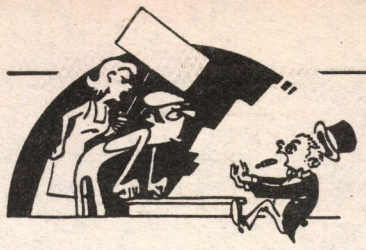
La CGT conteste le jugement et annonce son intention de se pourvoir en cassation.

En tout cas, la justice, qui on le sait est indépendante, rend un fier service à Citroën. Après les licenciements de septembre 1985, la production a redémarré et la direction, qui a repris du poil de la bête, entend certainement se servir de ce jugement pour tenter d'intimider des travailleurs qui n'entendent toujours pas baisser la tête dans ses ateliers.

Gil LANNOU



Akha Ghazzi, prenant la parole, en avril 1984, devant l'usine Citroën Saint-Ouen.



Contre la flexibilité, les travailleurs peuvent montrer leur force

Le Sénat va son train et, malgré les trépignations gouvernementales, le projet de loi sur la flexibilité ne sera discuté qu'à partir du 18 janvier. Les sénateurs — en majorité de droite et eux pas flexibles — appliqueront à ce moment-là le règlement qui permet de ne jamais siéger en soirée, de ne tenir séance que les mardis, jeudis et vendredis. Et le PCF s'apprête, lui, à l'aide des 300 amendements qu'il compte déposer, à retarder au maximum toute décision. La droite sénatoriale voudrait amender le projet en l'aggravant, en permettant que les accords se fassent par entreprise et non par branche, et en supprimant l'obligation de réduction d'horaire en cas d'accord.

Le PCF fait tout pour retarder le projet, si possible jusqu'après les législatives, et avec la CGT appelle les travailleurs à signer une pétition et à préparer la journée de protestation du 30 janvier.

Les travailleurs auraient effectivement tort de s'en remettre à la seule mécanique parlementaire pour espérer faire remballer ce projet. Avant ou après les élections, de toute façon, ni les patrons ni les politiciens à leur service ne renonceront à vouloir soumettre les travailleurs au bon vouloir des employeurs en matière d'horaires, ni à chercher à rogner sur leur paye en leur supprimant les majorations pour heures supplémentaires.

C'est seulement en se manifestant sur leur propre terrain, dans les entreprises et dans la rue, que les travailleurs ont de véritables chances de les faire reculer. L'appel de la CGT pour le 30 janvier en fournit une occasion. Saisissons-la, et faisons en sorte que la classe ouvrière montre sa force.

Les "inflexibles" de la dernière heure

Le projet de loi de "flexibilité" vise à introduire une nouvelle juridiction permettant aux patrons de faire encore plus la loi sans contrôle en matière d'horaire des travailleurs. Mais l'offensive contre les dispositions du Code du travail et notamment de la "loi de 40 heures" sur le décompte hebdomadaire des heures supplémentaires, ne date pas que de ce projet sur la flexibilité.

Peut-être que le PCF, qui mène aujourd'hui campagne contre la "loi scélérate" que les socialistes essaient d'imposer, a de bonnes raisons de l'oublier, mais les "trente-neuf heures" — mesure positive du gouvernement de gauche, selon Marchais — comportaient déjà une dose certaine de "flexibilité".

Dans le décret du 27 juillet 1982 et la circulaire n° 4 du 23 février 1982, il était accordé aux patrons un contigent d'heures supplémentaires pouvant être effectué sous l'autorisation de l'inspecteur du travail. Ce contingent pouvait être fixé par convention ou accord collectif ou accord d'entreprise, et à défaut il était fixé à 130 heures par salarié. Et comme, jusque-là, la jurisprudence rendait obligatoire d'effectuer les heures supplémentaires autorisées par l'inspecteur du travail, (sous peine de justifier des sanctions et le licenciement), il y a toutes probabilités pour que les jugements aillent dans le même sens en ce qui concerne les heures supplémentaires qui, depuis 1982, ne sont plus soumises à autorisation.

Signalons au passage qu'un jugement de cassation sociale du 5 novembre 1984 a même décrété que le refus collectif des heures supplémentaires autorisées par l'inspection du travail ne peut être exercé sous couvert du droit de grève.

Ainsi la nouvelle législation que le gouvernement socialiste se propose d'offrir sur un plateau aux patrons a de sérieux précédents, qui datent de la période où le gouvernement de gauche comprenait non seulement des socialistes, mais où quatre ministres communistes occupaient des strapontins. Ce qui n'enlève rien à la scélératesse de l'actuel projet de loi, rien de la nécessité pour les travailleurs de le combattre, même si, à l'égard de ceux qui s'offrent aujourd'hui pour mener leur combat, la classe ouvrière a tout intérêt à conserver une méfiance salutaire.

RNUR (BILLANCOURT)

sur un score électoral

A Renault-Billancourt la CGT a dépassé les 80 % dans le collège ouvrier aux élections de délégués, augmentant son score de 3,4 % par rapport à l'année précédente. C'est son plus fort score déjà depuis 1947. Ce gain se fait essentiellement au détriment de la CFDT, qui perd près de 3 % des voix et tombe à 10,5 %.

Cette dernière paye à la fois pour les positions de ses dirigeants confédéraux (Maire qui qualifie la grève d'"**archaïque**" et qui défend la "flexibilité") et aussi pour la passivité de sa direction locale et son attitude ambiguë lors de la grève dont la CGT avait pris l'initiative à l'automne dernier face aux réductions de primes et aux menaces de licenciements.

Les travailleurs de Billancourt ont donc apporté à la CGT une approbation massive, et Marchais en conclut que "**Billancourt n'est pas désespéré**". Certes, ce résultat électoral est un camouflet pour tous ceux qui, tout au long de la dernière grève, parlaient de l'isolement de la CGT, la voyaient déjà finie, parce qu'ils souhaitaient la passivité des travailleurs. Il est vrai que la masse des travailleurs a vécu le mouvement à Billancourt plutôt passivement, laissant faire les délégués et militants de la CGT qui ne leur demandait surtout pas de s'en mêler. Mais cela n'empêchait pas que la grève — en dépit même de son insuccès — ait été bien vue de la plupart des travailleurs.

Le résultat des élections de délégués en est le reflet. Les militants cégétistes ont fait la grève par délégation, sans demander aux travailleurs eux-mêmes d'en être les artisans actifs. Ils voulaient être reconnus comme ceux qui agissent à la place des travailleurs au mieux de leurs intérêts. Ils ont réussi.

Billancourt n'est sans doute pas désepéré, mais pas non plus prêt à mener directement son propre combat. Pour les dirigeants de la CGT, ça va comme ça. Pour que triomphent les intérêts des travailleurs c'est encore autre chose.

NORTON (LA COURNEUVE)

La direction manœuvre mais les débrayages continuent

Chez Norton, nous terminons notre quatrième semaine de débrayages d'une heure par jour, pour nos salaires.

La direction, quant à elle, a tenté de faire cesser ces débrayages à deux reprises. D'abord, le vendredi 17 janvier, elle a distribué des augmentations individuelles à certains d'entre nous. Mais, au lieu du "merci" attendu, certains chefs ont eu droit à un autre langage : *"Ça n'est qu'un rattrapage, je continue à débrayer" ; "Je préfère avoir 3 % avec mes copains que 3 % tout seul avec vous !"*. Et effectivement, le lundi suivant, 20 janvier, peu de travailleurs concernés par les rallonges avaient cessé de débrayer.

La première tentative du patron avait donc échoué. La seconde a eu lieu le lundi 20 janvier, avec l'annonce d'une journée de chômage partiel cette semaine pour certains secteurs, mesure qui devrait s'étendre à d'autres secteurs la semaine prochaine et peut-être se poursuivre les semaines suivantes. Mais cela non plus n'a pas changé le nombre des participants : mercredi 22 janvier, nous étions encore 240 à débrayer, soit toujours une grosse moitié des présents.

Alors la direction n'a pas réussi à nous faire cesser les débrayages, mais nous n'avons pas réussi non plus à la faire céder.

Aussi, à l'assemblée générale de mercredi matin, à la suite de l'intervention d'un camarade du Comité de grève, il s'est trouvé une forte minorité pour penser qu'il fallait s'y prendre autrement. Et non seulement qu'il fallait que nous nous mettions en grève pour de bon dans notre usine, mais que nous allions à la porte des autres entreprises de La Courneuve, plus loin peut-être ensuite pour nous adresser aux autres travailleurs qui ont les mêmes problèmes que nous.

Parce que, même en grève totale, il n'est pas dit qu'en restant dans notre usine nous fassions céder le patron. Les patrons ont une stratégie d'ensemble contre les travailleurs. Et pour qu'ils cèdent, il faut qu'ils aient peur que le mouvement s'étende, peur que les ouvriers de Norton entraînent les travailleurs d'autres entreprises.

C'est cela que craignent pardessus tout les patrons. Et si nous étions capables de leur inspirer une telle trouille, alors nous aurions de bonnes chances de l'emporter !

Correspondant LO

LES VIGILES DE LA SEV

La main dans le sac

Pour pouvoir déménager tranquillement les machines entre les fêtes de Noël et de Nouvel An, la direction n'avait pas hésité, le 19 décembre, à renvoyer tout le personnel chez lui en ne le prévenant qu'une demi-heure à l'avance. Et ceux qui n'étaient pas partis assez vite avaient eu droit à des coups de matraque et aux gaz lacrymogènes. Plusieurs dizaines de nervis avaient été engagés pour faire place nette et 14 travailleurs avaient du être hospitalisés. (Voir *LO* n° 918).

Depuis la reprise du travail, début janvier, on a pu constater que les nervis ne se sont pas contentés de chasser les travailleurs. Ils se sont livrés aussi à des actes de pillage. (On n'est jamais si bien servi que par soi-même !). Tout ce qui était transportable a trouvé son acquéreur. Par exemple :

- pour environ 30 000 F de nourriture de cantine ;
- la chaîne Hi-Fi de l'assistance sociale ;
- des machines à écrire et des calculatrices dans les bureaux, mais aussi des machines à café personnelles des employés ;
- des jouets au CE ;
- la caisse de la CGT, dont ils ont fracturé et saccagé le local.

S'ils voulaient nous montrer qu'ils étaient bien des voyous, ce n'était pas nécessaire. On le savait déjà.

Le 19 décembre, la direction avait inventé un *"projet d'occupation des locaux"* par la CGT pour justifier l'intervention des vigiles. Elle avait même porté plainte contre cette prétendue menace d'occupation ! Mais, contre les vigiles, la direction n'a pas porté plainte. Elle a traité cela comme une affaire de famille et a proposé de payer les dégâts en douce.

Pour liquider l'usine, la direction n'est pas regardante sur la racaille qui fait les sales besognes. Après tout, quand on passe son temps à exploiter les travailleurs, on est bien du même monde que les voleurs. La direction a simplement une bonne longueur d'avance.

L'ÎLOT CHALON ÎLE AU TRÉSOR POUR LES PROMOTEURS

On peut voir actuellement dans Paris une campagne publicitaire orchestrée par la mairie, vantant *"Un grand projet : le renouveau de l'Est Parisien"*. Les différents projets d'aménagement, en cours ou à venir, y sont présentés de façon flatteuse... élections obligent !

Il s'agit le plus souvent de grosses opérations immobilières fructueuses pour les entreprises qui y participent. Principalement constructions de bureaux ou de logements pour cadres, elles aboutissent à ce que les habitants de ces vieux quartiers, de revenus modestes, payant de petits loyers pour des logements sans confort, se retrouvent chassés en lointaine banlieue, ou encore purement et simplement expulsés. C'est le cas de l'îlot Chalon.

Le 9 mars 1984, la police investit l'îlot Chalon.

UN QUARTIER DEPUIS LONGTEMPS INSALUBRE

L'îlot Chalon, c'est quelque 9 hectares accolés à la gare de Lyon, coincé entre les voies de chemin de fer et de grandes artères, et traversées par 6 ruelles étroites.

Bâtisses, hôtels miteux, boutiques et vieux entrepôts pourrissent là depuis un siècle. Car depuis un siècle, la société de chemin de fer du PLM projette d'étendre la gare en empiétant sur l'îlot, en le rachetant.

Depuis 1927, une série de projets (qui n'aboutiront pas) voue le quartier à la destruction.

A partir du début du siècle, l'îlot a accueilli des immigrés en vagues successives : immigration italienne débarquant de la gare de Lyon, puis chinoise, progressivement remplacées par des Algériens après-guerre. Au début des années 1970, ce furent des Maliens et des Sénégalais qui s'y installèrent.

D'autre part, l'état de dégradation de l'îlot a attiré en masse, des squatters, lorsqu'ils furent chassés notamment de la rue de Flandres, et des revendeurs de drogue.

Début 1984, la préfecture de police estimait à environ 4 000 le nombre d'habitants, dont à peu près 700 squatters.

En mai 1984, une bagarre fait 2 morts dans l'îlot. Prenant prétexte de problèmes de drogue et de rixes entre les différentes communautés, largement repris par toute la presse, Chirac sortait alors un projet de rénovation de ses cartons, en en faisant un maximum de publicité (plus exactement d'ailleurs, il fait accélérer le processus déjà en cours).

On a pu alors voir la mairie de Paris se lancer dans une campagne, affirmant vouloir démolir l'îlot pour y éliminer la violence et l'insécurité. Tibéri, adjoint au maire, assurait à la télévision que tout habitant en règle vis-à-vis de la loi serait relogé dans les meilleures conditions. La réalité va se révéler moins souriante. Dès la fin du mois de mai, un avant-goût est donné avec les descentes de police, nombreuses et brutales pour l'ensemble de la population immigrée.

UNE OPÉRATION JUTEUSE

La destruction et la reconstruction du quartier, qui s'étalera jusqu'en 1992, est effectuée dans le cadre d'une ZAC. Celle-ci est concédée à une société d'économie mixte, la SEMEA - Chalon, créée par la mairie de Paris, qui détient 51 % des parts, la SNCF en possédant un quart et une société immobilière le quart restant. Son président, M. Galland, est adjoint au maire ; le conseil d'administration est composé de toute une brochette de personnalités, comme M. Pernin, maire RPR du 12e arrondissement.

C'est la SEMEA qui est chargée d'acquérir les terrains, d'acheter les immeubles, d'expulser et de reloger ailleurs les habitants, de faire démolir, reconstruire et équiper, et de revendre le tout. Mais la mairie conserve la responsabilité financière de l'opération, et en couvre le déficit éventuel. Contribuables, à vos poches !

La rénovation consiste à faire de l'îlot un quartier de luxe : 2 500 m² de commerces tournés vers la gare TGV, sous les arcades d'un nouveau parvis, 1 500 m² de commerces chics dans les passages, des bureaux, un parking souterrain, un hôtel 4 étoiles, la construction d'environ 530 appartements de standing, la réhabilitation d'à peu près 150 autres non détruits, etc.

Il est bien sûr impossible d'établir les intérêts financiers qui se cachent derrière ces chiffres, mais à Paris, un logement neuf est vendu entre 10 000 et 15 000 F le m²...

LES HABITANTS EXPULSÉS...

Pour le moment, quelques immeubles seulement, dans une ruelle, ont été vidés, dont certains ont été détruits. Des bâtiments vides, appartenant à la mairie, ont été supprimés en face de l'entrée TGV de la gare, pour faire un parking. Une première tranche de 138 logements va démarrer sur l'emplacement d'anciens entrepôts et ateliers. L'opération est commencée, il faut que les habitants partent.

En 1984, la préfecture de police estimait à 2 000 environ le nombre d'habitants à expulser, dont 650 ayant droit à un relogement. Ce sont en très grande majorité des immigrés, puisque les Français, eux, logent pour la plupart dans les immeubles non détruits.

Les squatters, évalués approximativement à 700 début 1984, ont été chassés au terme de nombreuses rafles de la police. De même, les étrangers en situation irrégulière ont été embarqués. Aujourd'hui, il ne reste plus que ceux que l'on appelle "les habitants de bonne foi".

Tous les locataires n'ont pas droit à un relogement. Pour cela, il faut fournir bail et quittances de loyer. Ce qui est loin d'être possible pour tout le monde, les propriétaires se faisant souvent payer de la main à la main.

Ceux qui habitent les hôtels meublés sont progressivement mis à la porte.

... LA PLUPART SANS RELOGEMENT

Les hôtels meublés de l'îlot sont de véritables taudis dans lesquels les propriétaires louent de 400 à 1 000 francs des chambres munies d'un lavabo d'eau froide. Ils sont habités par des travailleurs, algériens pour la plupart, qui ont laissé leur famille au pays.

Sur les 13 hôtels de l'îlot (600 personnes environ), quelques-uns ont déjà été vidés et murés. Et officiellement la SEMEA n'y est pour rien. Le 18 avril dernier à 6 heures du matin, les 40 habitants de l'hôtel situé au 13, passage Brunoy ont été expulsés par la police. Le prétexte : un "arrêté de péril" pris par le préfet de police, qui considère l'hôtel comme insalubre, donc dangereux.

Un autre hôtel meublé, de 80 personnes celui-là, au 8, passage Raguinot a lui aussi été vidé, le 17 novembre dernier. Le fait que les habitants de ces 2 hôtels se soient défendus, en mettant un syndicat de locataires dans le coup, la CSCV, et pour le second, en se cotisant à plus de 70 pour prendre un avocat, a incité la préfecture à leur donner quelques milliers de francs d'indemnités à chacun lors de leur expulsion.

Ce sont ainsi 120 personnes qui ont été expulsées (pardon : évacuées... pour cause de danger) sans que la SEMEA à aucun moment n'ait eu à se salir les mains ; elle n'aura plus qu'à racheter ces immeubles vides de tout occupant, sans avoir à reloger quiconque.

TOUS LES MOYENS SONT BONS

Quant aux propriétaires, exception faite de la SNCF qui possédait une partie de l'îlot, ils n'habitent, pour la plupart, pas dans l'îlot.

Au fur et à mesure qu'elle rachète les immeubles, la SEMEA leur verse une indemnité assez faible. Mais si le local racheté est vide, cette indemnité s'accroît de 40 %. Il s'agit donc pour les propriétaires de virer leurs locataires, parfois même par des moyens peu avouables.

Il n'est pas rare de voir un propriétaire refuser tout simplement d'encaisser les loyers. Si le locataire ne peut prouver qu'il a effectivement voulu verser l'argent (en gardant le talon du mandat postal par exemple), il perd son droit au relogement. Et le local sera vendu comme vide à la SEMEA qui se chargera de l'expulsion.

Un autre moyen pour le propriétaire d'empocher ces 40 % supplémentaires est de ne pas "dénoncer" son locataire (même si celui-ci est en règle) à la Chambre des expropriations lors de l'achat de l'immeuble, comme il doit le faire. Pour que le locataire soit alors pris en considération et relogé, il doit se signaler par des démarches précises et compliquées d'autant plus pour des immigrés.

Mais dans certains immeubles, les locataires commencent à s'organiser pour réagir. Certains sont par exemple allés en groupe à la Chambre des expropriations se "dénoncer" eux-mêmes.

Lires

Deux romans à propos de la Chine

SHANGHAI 1937

"L'ÉPREUVE"

de Mao Dun

Lorsque débute ce roman de l'écrivain chinois Mao Dun, on est à Shanghaï, le 13 août 1937. Les armées japonaises avancent sur la ville, les premiers bombardements dévastent les quartiers populaires. A travers les vies entremêlées de quelques personnages, c'est la réaction des habitants de Shanghaï à cette *"épreuve"* que relate Mao Dun.

Deux jeunes étudiantes, dont l'ardeur patriotique est suspecte aux autorités du Kuomintang, sont emprisonnées. Sous les bombes, les ouvriers démontent une usine pour l'évacuer vers l'intérieur. Mais le plan d'évacuation des autorités a des lenteurs bien mystérieuses. A chaque pas, ceux qui veulent lutter contre l'invasion japonaise se heurtent à la mauvaise volonté et à l'incurie crasse des responsables du Kuomintang. Ils doivent affronter la soldatesque qui voit surtout dans la situation une occasion de pots-de-vin et de trafics de toutes sortes. Quand les machines de l'usine, enfin emballées, remontent le Yang-Tsé sur un interminable convoi de jonques, on ne sait si elles ont plus à craindre des mitraillages japonais que des troupes chinoises stationnées au bord du fleuve. Sur le front de Shanghaï, les soldats ayant échappé aux tanks japonais tombent sous les balles de leurs officiers, soucieux avant tout de s'assurer un véhicule dans cette débâcle générale...

L'auteur de *L'Epreuve* fut en 1949 ministre de la Culture de Mao Tsé-toung. A cette date, ce roman était d'ailleurs à peu près entièrement rédigé, seuls les deux derniers chapitres ayant été ajoutés en 1981. Il s'agit donc d'un récit des événements conforme au point de vue de la direction maoïste d'alors.

Pendant toute la période dans laquelle se situe le roman, la politique du Parti communiste chinois était en fait réduite à un seul mot : patriotisme. Il se déclarait même prêt à abandonner son étiquette communiste et à soumettre la zone occupée par ses armées au gouvernement central de Tchang Kai-chek et du Kuomintang si celui-ci était prêt à cesser ses tergiversations et à déclarer la guerre au Japon. Il fallait réaliser l'unité de toute la nation chinoise dans la résistance, féodaux, bourgeois et travailleurs confondus. Et dans le roman, *L'Unité* est d'ailleurs le titre du journal du professeur autour duquel se regroupent les étudiants avides de résister. Lorsque quelqu'un évoque avec sympathie une revue prônant une autre politique (*"armer les ouvriers, distribuer les terres aux paysans, déclencher une guerre de guerilla, renverser le Kuomintang qui fait semblant de faire la guerre de résistance anti-japonaise, et le Parti Communiste qui s'est rendu au Kuomintang"*) la réaction de ce professeur "progressiste", qui sait que la revue en question est publiée par des trotskystes, est très virulente : *"Ils visent à saboter le front uni de la résistance contre le Japon, ce que désirent précisément nos agresseurs. C'est doublement plus criminel que la vente des renseignements militaires et des armes à laquelle se livrent les collabos"*...

Il est donc difficile de savoir si la peinture que fait Mao Dun de l'état d'esprit du peuple de Shanghaï est vraiment conforme à la réalité. Mais les personnages qu'il décrit sont vivants, nullement stéréotypés. Et l'on peut trouver tout au long de ce roman d'intéressants renseignements sur cette période.

Daniel MESCLA

☐ L'Epreuve, *de Mao Dun. Ed. Acropole. 311 pages, 118 F.*

ALLONGEONS LA JAMBE, LA JAMBE

"LES ENFANTS DE YENAN"

de Shen Dali et Suzanne Bernard

Ce livre est le récit de la fuite de 300 enfants, fils ou filles de cadres du Parti communiste chinois, devant l'avance des troupes de Tchang Kai-chek entre mars 1947 et juin 1949, date de la prise du pouvoir par Mao. A l'issue de l'immense périple depuis Yenan, base des troupes de Mao, jusqu'à Pékin, tous les enfants, parfois malades ou blessés, seront sauvés.

L'un des deux auteurs, Shen Dali, qui a rédigé son récit directement en français, a lui-même vécu cette "marche des enfants" à l'âge de 8-10 ans : marches de nuit, marches forcées de jour à travers monts et rivières, avec la neige, le froid, la faim, la soif, la peur, les attaques de l'aviation. Mais à lire son livre, il semble que toutes ces difficultés aient été balayées par l'enthousiasme nationaliste qui animait les enfants aussi bien que leurs aînés qui les encadraient. Tous les enfants, qu'il fait parler comme des adultes, sont farouchement hostiles aux "diables" japonais, au Guomindang (Kuomintang) de Tchang Kaï-chek qui combat plus les partisans de Mao que les envahisseurs japonais et est inféodé à l'étranger et aux Américains. Du côté de Mao, tous sont bons, généreux, disciplinés, détenteurs de toutes les qualités et animés d'un courage inébranlable. De l'autre, les pires qualificatifs ne suffisent pas à fustiger l'ennemi. Ce schématisme constant, ajouté au caractère quand même répétitif des épreuves subies par les participants à cette randonnée à travers la Chine du Nord, ne facilite pas la lecture.

Par ailleurs, l'auteur dénonce le sort réservé dans les années qui suivirent à la dizaine de maîtres et directeurs d'école, hommes et femmes dont il ne cesse pas tout au long du récit de louer le dévouement et l'héroïsme. Il déplore, en effet, leur mise à l'écart par le régime de Mao et le régime actuel, par les carriéristes, *"des gens astucieux"*, et proteste contre les attaques dont ils furent victimes lors de la révolution culturelle par exemple. Ainsi parle-t-il de cette maîtresse qui vit brûler les traductions de Gargantua et de Pantagruel en chinois qui lui avaient demandé dix ans de travail. Mais malheureusement, tout ce qu'il dit sur les intellectuels, unique milieu qu'il fréquente désormais, ne dépasse pas le cadre de l'anecdote racontée sur un ton volontairement naïf.

Le tout fait un livre d'un intérêt très limité.

Annick JALERIAN

☐ Les enfants de Yenan, *de Shen Dali et Suzanne Bernard. Ed. Stock. 262 pages, 86 F.*

Sélection télé

Samedi 25 janvier

20 h 40. TF1 — Adieu la vie. Série noire de Maurice Dugowson. Un jeune ambulancier (Claude Dauphin), décide de se venger d'une belle-famille insupportable.

22 h 10. TF1 — Droit de réponse. L'esprit de contradiction. **"Présumés coupables".** Michel Polac évoque des erreurs judiciaires et a invité des avocats, des magistrats et l'historien Pierre Vidal-Naquet.

Dimanche 26 janvier

20 h 35. TF1 — Le guignolo. Film de Geoges Lautner. Un escroc malchanceux se trouve mêlé, malgré lui, à une affaire d'espionnage. Des péripéties rocambolesques et des cascades avec Jean-Paul Belmondo.

22 h 30. FR3 — Cinéma de minuit. La Bandera, film de Julien Duvivier d'après un roman de Pierre Mac Orlan. Dans les années 1930, un homme (Jean Gabin), auteur d'un meurtre, s'engage dans la Légion étrangère. Un policier cherche à le confondre.

22 h 45. A2 — Musiques au cœur d'Eve Ruggieri. Pour les amateurs de Richard Strauss.

Lundi 27 janvier

20 h 35. A2 — Les portes de l'espoir. Ellis Island. Deuxième épisode d'un feuilleton racontant la vie de Marco et de Jacob, émigrants aux Etats-Unis au début du siècle.

20 h 35. FR3 — Stavisky. Film d'Alain Resnais, avec Jean-Paul Belmondo. Le portrait de l'escroc qui défraya la chronique des années 30 et dont le "suicide" (?) attira l'attention sur le monde des politiciens, leurs affaires et leurs magouilles.

22 h 25. A2 — Pays d'octobre. Choses vues dans le Mississipi. Dernière émission de Bertrand Tavernier. **Retour à Oxford,** dans le Mississipi où, le 30 septembre 1962, le refus d'admettre le Noir James Meredith à l'Université déclencha une formidable émeute.

Mercredi 29 janvier

20 h 35. A2 — L'heure de vérité... et d'un vieux cheval de retour : l'invité est Valéry Giscard d'Estaing.

21 h 55. A2 — Le fil ténu de la vie. Document réalisé par Chantal Waysmann et Jean-Pierre Lovichi. Une équipe d'Antenne 2 travaillant avec le responsable du service de pédiatrie de l'Institut Curie relate l'existence quotidienne d'enfants atteints du cancer.

22 h 40. FR3 — La petite bande, film sans dialogues de Michel Deville. Une bande d'enfants décide un jour de partir à l'aventure...

Jeudi 30 janvier

20 h 35. A2 — Cinéma pour rire, Le quart d'heure américain, film de Philippe Galland. Une animatrice de radio entreprenante jette son dévolu sur un "Français moyen" qui ne paye pas de mine. Avec Anémone et Gérard Jugnot. Pour le cinéma sans rire, passez sur TF1.

20 h 35. TF1 — Aux urnes, citoyens. Première émission d'une série de débats en direct prévus chaque jeudi jusqu'au 6 mars.

Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, et Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, débattent sur le thème **Sécurité et liberté dans la société française !**

Vendredi 31 janvier

20 h 35. A2 — Fort Saganne. Dernier épisode du feuilleton racontant les aventures d'un jeune lieutenant (Gérard Depardieu) envoyé dans le Sahara.

21 h 35. A2 — Apostrophes, émission de Bernard Pivot, sur le thème **les leaders d'opinion.** Avec, entre autres, Serge July, directeur de **Libération,** Wolinski et Faizant, respectivement dessinateurs à **l'Humanité** et au **Figaro.**

22 h 55. A2 — Ciné-Club. Cycle Western. **Je suis un aventurier,** film d'Anthony Mann, avec James Stewart. Un shériff malhonnête traque un convoyeur de bétail.

Variétés

"I LIKE THAT !"

BLACK AND BLUE

Revue noire

Douze musiciens, quatre chanteurs, dix-neuf danseurs dont un tout jeune garçon époustouflant d'aisance dans ses évolutions sur scène, telle est la petite équipe d'artistes noirs américains pour un grand spectacle !

Alternativement, chanteurs, danseurs et musiciens exécutent avec malice et virtuosité des séquences comprenant des numéros de claquettes, des airs de blues mélancoliques ou ironiques, etc. L'ensemble constitue un spectacle musical qui est un régal pour les yeux... et pour les oreilles bien sûr ! Il est prolongé jusqu'en mars prochain, non plus au Théâtre Musical de Paris (Châtelet) mais au Casino de Paris (16, rue de Clichy). Places à partir de 40 francs.

L.P.

Lires

ET VOGUE LE NAVIRE...

MAGELLAN

de Stefan Zweig

Magellan fut le premier navigateur européen à trouver la "route des Indes" par l'ouest. En 1520, il découvrait le passage à l'extrême sud du continent américain entre l'océan Atlantique et *"la mer du sud", "cette mer si vaste que l'esprit humain peut à peine se la représenter"* disait-on, et qui ne portait pas encore le nom d'océan Pacifique.

Ce fut un exploit extraordinaire à tous points de vue et en particulier parce qu'il transforma complètement l'image qu'à l'époque on se faisait du monde : *"Depuis qu'un navire a quitté le port de Séville et, allant tout droit devant lui, est revenu à son point de départ, la preuve est faite que la terre est une boule et toutes les mers une seule mer. Dépassée la cosmographie des Grecs et des Romains ; finies une fois pour toutes l'opposition de l'Eglise et les fables stupides sur des antipodes où les hommes vont la tête en bas"* écrit Zweig. Parmi la moisson de découvertes liées à l'expédition, l'une excita *"chez les humanistes du 16ème siècle un intérêt aussi vif que la théorie de la relativité aujourd'hui"* (le livre date de 1938) rapporte l'auteur : celle que *"quiconque fait le tour de la terre dans le sens de sa rotation peut gagner du temps sur l'infini"*, ce que constatèrent les survivants de cette formidable aventure pour laquelle Zweig s'enthousiasme et enthousiasme le lecteur !

Elle ne fut pas facile ni dans sa préparation, ni dans sa réalisation. Magellan, sujet portugais, dut aller chercher en Espagne les appuis politiques et les financements nécessaires à la réalisation de son idée folle. Et il ne les obtint bien sûr que parce que ceux auxquels il s'adressa sentirent l'odeur de l'or, des épices et des profits fabuleux au bout de sa route. Charles Quint, empereur d'Allemagne qui régnait sur l'Espagne depuis 1516, considéra le projet comme une occasion à saisir pour concurrencer les ambitions du royaume du Portugal dans la conquête coloniale et le pillage de nouveaux territoires. De cette expédition lointaine, l'Espagne attendait le contrôle d'une route plus courte et libre de toute tutelle portugaise vers les épices précieuses et les trésors des terres du Levant.

A travers l'odyssée de Magellan et de ses compagnons, Stefan Zweig rend hommage à tous les navigateurs de cette époque qui s'élançaient dans l'inconnu, munis de cartes maritimes approximatives ou carrément fantaisistes, sur des bateaux difficiles à manœuvrer. Plus que l'hypothétique richesse promise en cas de réussite, c'était la mort d'une façon ou d'une autre qui attendait la majorité des équipages. Et il fallut à Magellan une volonté de fer pour entreprendre, poursuivre et réussir ce tour du monde. Possédé par la certitude de l'existence du passage qu'il cherchait, il tint tête aux mutineries, au désespoir des hommes d'équipage, aux capitaines espagnols qui, sous ses ordres, supportaient mal l'autorité de ce transfuge portugais.

Zweig, en humaniste, salue en Magellan l'homme de ce début du 16ème siècle poussé non par l'appât du gain mais par un idéal. Pour réaliser cette biographie, il s'est appuyé sur le récit de l'un des participants et survivants du voyage ainsi que sur les écrits de chroniqueurs de l'époque. Le portrait qu'il peint ainsi est celui d'un homme courageux et autoritaire, ombrageux et dur, fervent catholique et foncièrement honnête. Zweig souligne ce dernier trait de la personnalité du grand navigateur en opposant son comportement, dans les contrées qu'il aborde pour le compte de l'empereur, à celui d'un Cortés ou d'un Pizzare dont les noms restent attachés aux effroyables massacres perpétrés en Amérique Centrale ou latine, à la même époque.

Des cinq bateaux et 265 hommes qui, le 10 août 1519, avaient quitté la rade de Séville, un seul, le plus petit mais le dénommé *Victoria,* revenait le 6 septembre 1522, avec 18 hommes à bord. Magellan n'en était pas. Il était mort sur une île des Philippines, d'une mort bien symbolique du conquistador qui se cachait toujours sous les traits du plus désintéressé des navigateurs : au cours d'une expédition destinée à écraser un roi local qui refusait sa soumission à Magellan et à l'Espagne.

Il reste qu'aujourd'hui le nom de Magellan évoque d'abord ce surprenant périple dont le récit fait par Stefan Zweig est, lui, aussi bref que passionnant.

L.P.

□ Magellan, *de Stefan Zweig, Edition Grasset, 288 pages* 85 F.

STEFAN ZWEIG AU THÉÂTRE

"AMOK" ET "LETTRE D'UNE INCONNUE"

Ces deux nouvelles de Stefan Zweig sont mises en scène au théâtre du Plateau à Rosny, dans la banlieue parisienne.

Amok est l'histoire d'une passion qui tourne à la folie. Un jeune médecin se trouve confronté au drame d'une jeune femme. Cela se passe au fin fond des Indes néerlandaises, au début du siècle. Elle est très riche, jeune, belle, mais elle meurt dans les pires conditions des suites d'un avortement, en fait à cause de l'hypocrisie et des préjugés de cette société coloniale qui se prétend si civilisée...

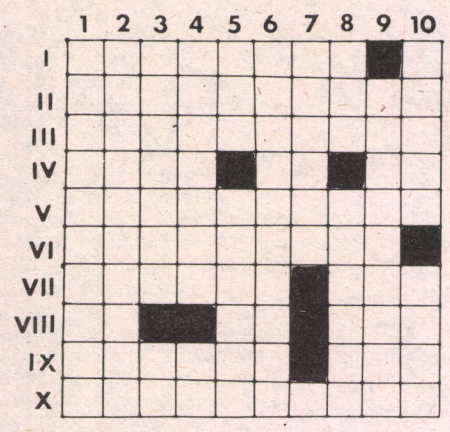
Lettre d'une inconnue, d'autre part, expose le drame caché d'une jeune fille pauvre, tombée amoureuse d'un "prince charmant", en fait un écrivain riche et adulé.

Deux nouvelles sur la bêtise dans les rapports sociaux, présentées au théâtre par de jeunes acteurs, avec peu de moyens. Un théâtre de poche, au cœur de la banlieue. Une initiative intéressante.

C.B.

Prolongation : 24 et 31 janvier, à 21 heures, Lettre d'une inconnue ; *25 janvier et 1er février,* Amok. *Théâtre du Plateau, Rosny-sous-Bois (en venant de Paris, autoroute A3, sortie Le Perreux-Fontenay-Nord). Prix des places : 40 francs.*

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT :
I. Sont nombreuses dans les arbres. II. Domaine particulier mais pas réservé. III. Traces. IV. Lac salé - Matin anglais - Aux deux bouts d'un sarment. V. Ebauches. VI. Attacherai. VII. Utilise l'air comprimé - Pas là. VIII. Le meilleur - Conjonction - Repérés. IX. Athées - Il faut la retourner pour qu'elle émerge. X. Douceurs.

VERTICALEMENT :
1. Ne restait pas en bas. 2. Utilise les médiums, pas les médias. 3. Elle en croise une autre - Dans un pont. 4. Amandes nues - Citroën l'a rendue célèbre. 5. Soutient le navire... à l'endroit - Finir le trou. 6. Bruni. 7. User. 8. Eh oui - Pas futées. 9. Glande. 10. Ils alourdissent - Déesse.

SOLUTION DU N° PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	E	R	I	D	I	E	N	N	E
II	A	T	O	N	E	■	T	U	E	R
III	N	A	U	T	I	Q	U	E	■	E
IV	C	I	T	E	S	■	V	E	R	S
V	H	■	I	N	T	R	A	■	I	I
VI	E	T	E	T	E	■	S	T	O	P
VII	T	A	R	I	■	P	■	I	■	E
VIII	T	R	■	O	■	R	E	N	A	L
IX	E	T	O	N	N	E	■	T	I	E
X	S	E	N	S	A	T	I	O	N	S

films

PAS TRISTE !

"HAUT LES FLINGUES"

avec Clint Eastwood et Burt Reynolds

Un soir de pluie, une rue obscure dans l'Amérique des années 1930 ; l'homme, le chapeau sur l'œil, entre dans un bar suivi par deux individus à la mine patibulaire...

En quelques images, le réalisateur accroche le spectateur à cette comédie policière dans laquelle rien ne manque : gangsters à la gâchette facile, entrepôts déserts, boîtes louches, entraîneuses et bien sûr, deux héros querelleurs et courageux, Burt Reynolds, le privé, et Clint Eastwood, le flic.

On a déjà vu cela ? D'accord. Mais ici le metteur en scène prend le parti de l'humour. Gags et péripéties s'enchaînent ; bagarres, fusillades et poursuites se succèdent à toute allure, déclenchant le rire plutôt que le frisson. Ce n'est pas si courant ! Et comme de surcroît c'est fort réussi...

André CASTILLE

SORCELLERIE CONTRE MÉDECINE

"LE MÉDECIN DE GAFIRÉ"

film nigéro-malien

Un médecin frais émoulu sorti des universités européennes, caricature de l'Africain occidentalisé, buvant du vin, fumant des gauloises et écoutant Radio-France Internationale, est envoyé en brousse pour tenir un dispensaire. Méprisant envers la population, arrogant, il ne tarde pas à se mettre à dos tout le village.

Il défie le sorcier local, mais mal lui en prend car, confrontée aux pouvoirs du guérisseur, c'est sa médecine qui est ridiculisée. Mais que faire contre un homme capable de faire disparaître une blessure profonde à la jambe rien qu'en soufflant dessus... avec l'aide il est vrai de la magie des truquages de cinéma ! Conquis, le médecin se met alors à l'école de la magie ancestrale.

Le film, trop caricatural et trop démonstratif, n'apporte rien sur la connaissance de l'Afrique. Il défend l'idée qu'à côté de la médecine, il y a place pour les pratiques ancestrales et plaide pour une divulgation plus grande — et pourquoi pas un enseignement à l'université — de ces pratiques traditionnelles. Les auteurs du film ne peuvent pourtant pas ignorer que toutes les magies perdent leur effet aussitôt qu'elles sont divulguées...

Philippe AVRIL

Sélection ciné

SILVERADO
de Lawrence Kasdan

Un western, cadré dans des paysages magnifiques où se déroulent des aventures menées au galop et s'échangent moult gnons entre les inévitables bons d'un côté et méchants de l'autre. Le tout saupoudré d'une pincée d'humour fait un divertissement à ne pas bouder !

Gaité Boulevard 2e. Saint-Michel 5e (VO). Marignan 8e (VO). Paramount Opéra 9e. Convention Saint-Charles 15e.

CUORE
de Luigi Comencini

Probablement le meilleur film, le plus bouleversant, qu'on peut voir en ce moment.

Ou comment les enfants de la communale sont éduqués dans le civisme et le patriotisme chers à la bourgeoisie en Italie, en 1899. Et comment cela déboucha pour eux sur les champs de bataille de la guerre mondiale, en 1915.

Forum Orient Express 1er (VO). Saint-Germain Studio 5e (VO). Elysées Lincoln 8e (VO). PLM Saint-Jacques 14e (VO). Sept Parnassiens 14e (VO).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES
d'Emir Kusturica

Dans la Yougoslavie du début des années 50, au moment de la querelle Tito-Staline, les malheurs d'un petit bureaucrate vus par les yeux malicieux et perspicaces de son fils. Un film fin et chaleureux, rempli de notations qui font comprendre bien des aspects de la société yougouslave de cette époque, vécue du côté des petits privilégiés.

Reflet Balzac 8e (VO).

LES NOCES DE FIGARO
de Jean-Pierre Ponnelle

L'opéra de Mozart dont le livret a été directement inspiré par la pièce de Beaumarchais. Une intrigue pleine de surprises et de retournements, assaisonnée d'insolence à l'égard de la bonne société du 18e siècle. Un spectacle réjouissant avec des interprètes de grand talent : Fischer-Dieskau, Kiri Te Kanawa, Mirella Freni, Hermann Prey...

Vendôme 2e (VO).

• *ET PUIS, REVIENNENT SUR LES ÉCRANS :*

DRAGÉES AU POIVRE
de Jacques Baratier

Un film réalisé en 1963 et composé d'une série de gags inénarrables dont une kyrielle de grandes vedettes du cinéma sont les acteurs et... les victimes !

Ciné Beaubourg 3e. Action Ecoles 5e. Marbeuf 8e.

LE CUIRASSÉ POTEMKINE, ALEXANDRE NEWSKY, IVAN LE TERRIBLE, trois films d'Eisenstein en alternance au Reflet Lafayette 9e (VO).

LES RAISINS DE LA COLÈRE
de John Ford, d'après le roman de Steinbeck.

Des fermiers expropriés lors de la crise des années 30 aux U.S.A.

Panthéon 5e (VO) à 13 h 30.

INTERNATIONAL

HAÏTI

LE VENT DE LA COLÈRE SE LÈVE CONTRE LA DICTATURE

Depuis la grève déclenchée le 7 janvier par les écoliers et qui a contraint le gouvernement à fermer les écoles et universités de peur des incidents, le mouvement de mécontentement continue à se développer en Haïti.

Certes, la grève générale à laquelle appelaient pour le 13 janvier des tracts anonymes semble avoir été peu suivie. D'après *Le Monde* du 15 janvier, tous les commerces de la capitale étaient ouverts et les transports en commun fonctionnaient. Mais le seul fait qu'un tel appel ait pu être lancé malgré la répression est significatif de la montée de l'agitation contre la dictature. Et les patrons eux-mêmes ne s'y sont pas trompés qui, évoquant le *"climat de peur et de tension"*, ont demandé au gouvernement de faire preuve *"de tolérance et de modération"*.

Aujourd'hui l'armée, les "léopards", les "macoutes" ces miliciens très spéciaux du régime Duvalier, quadrillent les villes. La répression continue, mais elle est incapable d'empêcher la floraison sur les murs des slogans hostiles au régime, ni la diffusion des tracts clandestins. Duvalier a décrété une baisse démagogique du prix des produits de première nécessité. Il a aussi fait pression sur les notables pour qu'ils signent une pétition de soutien. Mais la manœuvre a été dénoncée par deux évêques et par la direction d'une banque. Dans le même temps, Duvalier et ses proches essaient de revendre leurs biens. Le régime prend peur.

Et il a raison d'avoir peur. Car il semble bien qu'une nouvelle génération se lève en Haïti, qui est déterminée à ne plus accepter les conditions de vie déplorables que l'on impose à la population du pays. Ainsi le journal *Haïti Progrès* (édité aux USA) publiait dans son numéro du 15 janvier un communiqué venant d'un groupe d'opposants à l'intérieur du pays, signé de *"Jeunes Haïtiens"* dénonçant cette situation : 70% des enfants sont en état de malnutrition ; 90% de la population ne dispose pas d'eau potable ; il y a un médecin pour 48.000 personnes, un manque criant d'écoles. L'analphabétisme ne cesse de croître. Ils dénoncent *"le chômage, l'injustice, l'expropriation, les arrestations sans mandat"*, la situation dans les bidonvilles où *"certaines personnes dorment par relève et d'autres, plus infortunées encore, couchent à la belle étoile"*. Haïti, malgré tout, *"compte plus de 200 familles millionnaires et 3.000 familles disposant d'un revenu qui dépasse 90.000 dollars par an, alors que le revenu per capita d'Haïti est de 260 dollars ; 75% de la population vit au-dessous du seuil de la pauvreté absolue et gagne 75 dollars l'an"*.

Car jusqu'à présent les forces d'opposition à Duvalier qui existaient étaient pratiquement toutes en exil. Leur principale activité, ces dernières années, semblait avoir été surtout de tenter des débarquements à Haïti, à la manière de Castro débarquant dans le Cuba de Batista. le dernier en date a été déjoué en 1984... par la police française, qui a arrêté ses protagonistes alors qu'ils préparaient leur affaire dans une île des Caraïbes proche de la Martinique.

Le Parti Unifié des Communistes Haïtiens (PUCH) est la plus ancienne et la principale de ces forces d'opposition. Fondé en 1934 par Jacques Roumain (auteur du roman *Gouverneurs de la Rosée*), marqué par la personnalité de Jacques Stephen Alexis (qui écrivit un autre beau roman *Compère Général Soleil*), le Parti Communiste se réclame de l'Union Soviétique, de la révolution sandiniste, et appelle à l'union des forces patriotiques. Stephen Alexis est mort en 1961, tué lors d'une tentative de débarquement. Tous ses dirigeants vivent en exil. Certains d'entre eux animent aux USA le journal *Haïti-Progrès*.

Il existe beaucoup d'autres groupes politiques, les uns pro-américains, les autres anti-impérialistes. Ils ont en commun de partager le même nationalisme étroit, et de se regrouper autour de leaders qui estiment chacun être le seul apte à diriger le peuple d'Haïti...

Etant donné la politique qu'ils ont suivie jusqu'à présent, ce n'est ni de ces leaders, ni de ces organisations que viendra le changement espéré depuis si longtemps par les pauvres de ce pays. Mais il peut venir de la génération qui se lève en ce moment, de ces militants qui sont en train de surgir. Pour l'instant, la majorité d'entre eux ont beaucoup d'illusions. Les jeunes des Gonaïves en novembre dernier, alors que les forces de l'ordre avaient tué quatre manifestants (dont trois jeunes lycéens), faisaient appel à Hubert de Ronceray, oppositionnel de fraîche date, ancien ministre de "Papa Doc". Dans la lettre citée plus haut, les jeunes se réclamaient de l'armée, de la patrie, de dieu. Mais parmi eux, certains comprendront que les pauvres d'Haïti n'ont rien à attendre de dieu ou des leaders traditionnels, mais doivent s'organiser en tant que force autonome et s'appuyer sur l'immense armée des pauvres de toute la Caraïbe.

Gaston DEVAU

BRÉSIL

UNE INFLATION TRÈS CHÈRE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Au cours des vingt-cinq dernières années le niveau de vie du travailleur brésilien s'est dégradé. Les statistiques officielles elles-mêmes le montrent. C'est ainsi que d'après le Département Intersyndical de Statistiques et d'Etudes Socio-Economiques, le DIEESE, le nombre d'heures de travail nécessaire pour acquérir une "ration de base", c'est-à-dire ce qu'on estime nécessaire pour nourrir une famille composée d'un couple et de trois enfants, a plus que doublé en 25 ans. D'après les chiffres de cet organisme, elle correspondait en 1960 à 95 h 55 payées au salaire minimum. En 1980 elle correspondait à 173 h 47 ; en 1983 à 243 h 58. En 1985 la situation se serait légèrement améliorée, puisque la ration de base équivaudrait à 202 h 52 de travail.

Toujours d'après ce même organisme, le salaire minimum créé en 1940 aurait vu sa valeur réelle baisser de façon importante depuis cette époque. Selon ses calculs, le salaire minimum devrait être aujourd'hui de 1.805.526 cruzeiros par mois (environ 1.700 F) pour être équivalent au salaire minimum de 1940. Or il n'est que de 600.000 cruzeiros par mois depuis le 1er novembre 1985 (environ 550 F).

Si l'on regarde l'évolution du salaire minimum depuis novembre 1985, on s'aperçoit qu'il a triplé. En effet il est révisé tous les six mois, et à chaque fois il a doublé. Il est passé de 150.000 cruzeiros en novembre 1984, à 330.000 cruzeiros en avril 1985 et à 600.0000 cruzeiros le 1er novembre 1985. Cette augmentation peut paraître protéger les travailleurs des effets de l'inflation, qui est chiffrée officiellement pour 1985 à 233,6%. Mais ce taux officiel est bien inférieur au taux réel. Au point que des organismes de statistiques non gouvernementaux accusent l'actuel président Sarney de truquer les chiffres encore plus scandaleusement que les militaires. En réalité, la hausse moyenne des produits alimentaires serait au minimum de 320%. Le summum est sans doute atteint par le café qui (sans tenir compte de la dernière hausse) aurait vu son prix augmenter de 1.904,5% en 1985 ! Le poulet a augmenté de 325%. Les œufs sont passés de 1920 cruzeiros la douzaine (2 F) à 7.000 cruzeiros (7 F). Le riz qui est un produit de base est, lui, passé de 8.900 cruzeiros à 20.000 cruzeiros (20 F environ) les cinq kilos. Quant à la viande (on en mange peu dans les familles pauvres) elle a augmenté de 236% dans les seuls six derniers mois de l'année, c'est-à-dire entre juin et décembre...

Quand on sait que les revalorisations des salaires n'ont lieu qu'au bout de six mois, on comprend comment le travailleur brésilien voit en fait son pouvoir d'achat diminuer peu à peu de moitié au fil du semestre. Les 550 F de novembre 1985 ne valent plus que 350 F environ six mois après. Et l'on voit pourquoi, dans ces circonstances, la revendication d'une révision trimestrielle de l'ensemble des salaires est largement approuvée par les travailleurs et apparaît comme une revendication dans quasiment toutes les grèves.

Daniel COMIN

Communiqués

A BAS LA RÉPRESSION EN IRAN !

L'Organisation des Guérilleros Feddayins du Peuple d'Iran (OGFPI) nous communique :

"Le régime réactionnaire de la République Islamique a encore arrêté plusieurs ouvriers conscients et combattants révolutionnaires dépendant de l'OGFPI et des sympathisants de notre organisation à Téhéran, et leur a fait subir les tortures moyenâgeuses les plus sauvages. (...)

Le premier janvier, quelque temps après les arrestations, le ministre mercenaire de l'appareil d'espionnage du régime a annoncé, lors d'une interview, que le régime avait arrêté soixante membres et sympathisants de l'organisation.

Annonçant qu'un camarade s'était suicidé en avalant du cyanure, il a voulu couvrir l'ensemble des crimes du régime et particulièrement ceux commis contre les personnes arrêtées. Profitant du fait que certains de nos camarades avalent du cyanure au moment de leur arrestation, il nie la réalité absolue d'avoir sauvagement torturé à plusieurs reprises et exécuté les membres et les sympathisants de l'OGFPI.

Mais qui aujourd'hui ignore les crimes de ce régime ? (...)"

LE SORT DES RÉFUGIÉS IRANIENS AU PAKISTAN

Le "Comité de soutien des réfugiés iraniens au Pakistan" (c/o M. Mani P., BP 89, 93800 Epinay-sur-Seine) nous communique :

"Un grand nombre d'Iraniens et de jeunes menacés par les arrestations et la terreur, ainsi que par le carnage des fronts de la guerre Iran-Irak, sont contraints de s'enfuir de l'Iran par l'une des seules issues pour sortir du pays, c'est-à-dire la frontière pakistanaise.

Le régime du Pakistan, par complicité avec le régime réactionnaire de la République Islamique d'Iran, se refuse de reconnaître les droits humains élémentaires de ces exilés, leur impose toutes sortes de pressions et va même jusqu'à les emprisonner et les extrader. Il a déjà extradé à plusieurs reprises nombre de militants politiques, ainsi que des soldats qui avaient déserté les fronts de guerre du régime iranien (...)

D'autre part, le Haut Commissariat des Réfugiés des Nations Unies (UNHCR), qui est officiellement responsable des réfugiés politiques dans les pays qui n'acceptent pas eux-mêmes de réfugiés, a rejeté les demandes de nombreux demandeurs d'asile politique iraniens au Pakistan".

L'EXTRÊME-DROITE COLONIALE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

"L'Association Information et Soutien aux droits du peuple kanak" signale, dans un communiqué du 20 janvier dernier, plusieurs attentats perpétrés par des hommes de main d'extrême-droite anti-indépendantistes.

"Tout confirme en effet, écrit l'association, *qu'une partie de la droite locale s'organise en réseaux et se prépare à faire obstacle par la violence à toute évolution du système colonial.*

De nombreux attentats ont vérifié cette tendance. Par ailleurs ceux qui, de manière démagogique, prétendaient opposer une "Calédonie multiraciale" à l'indépendance kanake, ne supportent pas que des non-Kanaks démocrates soutiennent le FLNKS." (...)

Ainsi *"Caffa, membre du Bureau politique du FLNKS, a eu sa voiture piégée, a subi plusieurs agressions, enfin sa maison vient d'être plastiquée par un commando agissant au grand jour.*

Des listes de personnes à "liquider" circulent à Nouméa, des menaces de mort sont systématiquement proférées. Simultanément, se perpétuent des intimidations racistes envers les Kanaks, comme si l'on voulait faire de Nouméa une ville blanche, ville d'Apartheid !".

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995